

ETUDES

BRESILIENNES



D68651

- *POUR UNE RECHERCHE ENGAGÉE DE LA RÉALITÉ DU BRÉSIL*
- *DIX ANNÉES DE LUTTE CONTRE LA DICTATURE*
- *L'EXPANSIONNISME BRÉSILIE*
- *ORIGINES HISTORIQUES DU MARXISME AU BRÉSIL*
- *FORMATION DU PARTI COMMUNISTE BRÉSILIE*
- *50 ANS DE LA « COLUNA PRESTES »*
- *CONJONCTURE ÉCONOMIQUE*
- *SCIENTIFIQUES S'INQUIETENT DU FUTUR DU PAYS*
- *LA RÉPRESSION CONTINUE*
- *ÉPIDÉMIE DE MÉNINGITE*
- *N.W. SODRE : RADIOGRAPHIE D'UN MODELE*
- *RÉSOLUTION DE NOVEMBRE 1973 DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.B.*

B.D.I.C.



21 00144072

QUESTIONS ACTUELLES DE LA REALITE

809.6805

ETUDES BRESILIENNES

ANNÉE 1

SEPTEMBRE 1974

n° 0

Presentation

- *POUR UNE RECHERCHE ENGAGÉE DE LA RÉALITÉ DU BRÉSIL* p. 3

Articles

- *DIX ANNÉES DE LUTTE CONTRE LA DICTATURE* p. 4
par Simão Bonjardim
- *L'EXPANSIONNISME BRESILIEN* par Antonio Romeiro p. 18
- *ORIGINES HISTORIQUES DU MARXISME AU BRÉSIL* p. 25
par Lair Cordeiro
- *FORMATION DU PARTI COMMUNISTE BRESILIEN* p. 37
par Arthur Gonçalves

L'évènement

- *50 ANS DE LA « COLUNA PRESTES »* p. 45

Actualité en bref

- *CONJONCTURE ÉCONOMIQUE* p. 47
- *SCIENTIFIQUES S'INQUIETENT DU FUTUR DU PAYS*
- *LA RÉPRESSION CONTINUE*
- *ÉPIDÉMIE DE MÉNINGITE*

Livres et revues

- *N.W. Sodré : RADIOGRAPHIE D'UN MODELE* p. 49

Documents

- *RÉSOLUTION DE NOVEMBRE 1973 DU COMITÉ CENTRAL* p. 50
du P.C.B.

Nouveau « géant » de la planète, le Brésil a souvent fait parler de lui, ces dernières années.

Une croissance économique si rapide qu'on a crié au « miracle brésilien », l'ouverture généreuse du pays aux capitaux étrangers, un fabuleux programme de grands travaux, une politique extérieure dont les thèmes ont changé, mais dont l'expansionnisme ne fait pas de doute mais aussi la détérioration constante du niveau de vie de la majorité de la population, l'écrasement de toute velléité d'opposition et même de liberté d'expression, la mise au point scientifique et l'usage continue de la torture depuis 10 ans, par la police et l'armée, tels sont quelques uns des traits dominants d'un pays fascinant mais mal connu en France.

La solidarité des Français démocrates, anti-fascistes ou simplement attachés à la Justice et aux Droits de l'Homme, s'est plusieurs fois exprimée depuis le coup d'état de 1964, pour soutenir les victimes de la répression fasciste et encourager la résistance du peuple brésilien contre ses oppresseurs. Mais elle est souvent restée ponctuelle et sentimentale, paralysée par une carence d'informations et d'analyses, nécessaires pour aider l'opinion publique à prendre conscience de la complexe réalité brésilienne.

Le gouvernement brésilien, non content d'empêcher la circulation des nouvelles sur le pays, diffuse une propagande aussi fallacieuse que bien faite. Et si l'information fait aussi défaut, les analyses sérieuses manquent plus encore, tout particulièrement celles qui pourraient être faites à partir des concepts et des méthodes du marxisme. La dictature des généraux brésiliens fait régner une censure rigoureuse qui rend très difficile tout travail de création intellectuelle, de recherche et d'analyse scientifique de la réalité sociale, économique et politique.

C'est pour offrir aux publics francophones une possibilité de connaître le Brésil, pour mieux se solidariser avec la lutte du peuple brésilien, et pour permettre aux Brésiliens eux-mêmes de s'exprimer — puisque cela ne leur est pas permis dans leur propre pays — que nous avons décidé d'éditer ces « ÉTUDES BRÉSILIENNES ».

Notre revue se propose de publier des travaux écrits à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Le grand nombre d'exilés brésiliens résidant en France et dans le monde nous permet d'espérer une collaboration très large.

Les ÉTUDES BRÉSILIENNES ne se veulent pas l'organe d'une école, encore moins d'un Parti, mais elles ont pour but la recherche d'une position claire : C'est à partir des principes de la théorie marxistes que les collaborateurs réguliers de la revue s'attacheront à analyser les différents aspects de la réalité brésilienne d'aujourd'hui, en vue d'aider à la défense de son intérêt national et — ce qui est indissolublement lié — à la lutte pour l'émancipation sociale et politique des travailleurs ; nous n'oublierons pas, bien entendu leurs relations avec les combats des autres peuples d'Amérique Latine.

Notre attachement au marxisme ne nous empêchera pas d'ouvrir nos colonnes à d'autres courants de pensée, dès lors que, dans la bataille des idées, ils peuvent concourir au succès de notre bataille commune contre le fascisme. Nous sommes convaincus que de telles confrontations renforceront notre lutte : la contribution issue de courants de pensée démocratiques non marxistes pourra aider, nous en sommes certains, à la solution de problèmes dont peut dépendre le développement et le succès de la lutte du peuple brésilien contre les oppresseurs de l'intérieur et de l'extérieur.

Nous espérons que ces ÉTUDES BRÉSILIENNES sauront offrir, dans un proche avenir, une source d'information indispensable à tous ceux qui — aussi bien dans le mouvement ouvrier que parmi les intellectuels anti fascistes, aussi bien à l'intérieur comme à l'extérieur du Brésil — veulent connaître les problèmes de ce grand pays, non pour discuter à leur propos, mais pour aider à leur solution et soutenir ainsi ceux qui y combattent la dictature et l'impérialisme.

Il nous reste à souhaiter que notre effort reçoive un bon accueil et que tous ceux qui y sont intéressés nous aident en le faisant connaître et en nous faisant part de leurs suggestions, de leurs critiques.

Dominique LAHALLE

DIX ANNÉES DE LUTTE CONTRE LA DICTATURE

1. Introduction

Suite au coup d'Etat de 1964, l'ensemble des forces nationalistes et démocratiques ont été soumises à un violent processus de répression. Celle-ci, comme nous l'avons déjà vu, s'est exercée d'une manière plus systématique et brutale contre le mouvement ouvrier et surtout contre le P.C.B. Mais elle a également touché, de façon générale, les courants et les organisations politiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui ne se soumettaient pas aux avis dictés par le groupe "putschiste", même si ce n'était que pour de minces intérêts ou de lointains scrupules libéraux.

Dans ce sens, les "putschistes" ont obtenu un succès initial réel. Non seulement les mouvements de masse mais également toute manifestation des forces politiques et sociales visées par la répression ont été profondément frappés. Le mouvement d'opposition à la dictature qui s'implantait dans le pays devait donc, afin de se développer, faire face à un chemin long et difficile.

Avec ses dirigeants les plus connus et les plus estimés, en prison, exilés ou contraints à la clandestinité; avec ses organisations de masse, dont les locaux étaient occupés par la police; avec l'esprit policier et le pouvoir arbitraire des patrons régnant sans limites sur les lieux de travail, la classe ouvrière devait forcément régresser dans son activité politiques et ses activités. Aux vices et aux déformations dus à son difficile processus de formation historique, se sont ajoutées de sérieuses erreurs de sa direction révolutionnaire qui ont mené le mouvement ouvrier - qui ne faisait que commencer et prenait des formes d'organisation plus solides au début des années soixante - à une situation de quasi-impuissance face à cette offensive réactionnaire. Bien qu'ayant une structure d'organisation élémentaire, le mouvement retomba dans une des périodes où son niveau a été le plus bas.

Le mouvement ouvrier, malgré toute sa fragilité organique et idéologique étant, avant le coup d'Etat, le principal moteur du mouvement progressiste dans le pays, sa désorganisation, après 1964, a privé l'ensemble des forces pouvant résister à la dictature de leur base la plus importante. Il n'a donc pas été difficile, pour le nouveau régime, d'affaiblir également les forces combattives représentées par les organisations et les courants politiques des couches urbaines moyennes, de la paysannerie et de la bourgeoisie nationale. Le régime a même pu se permettre d'être un peu tolérant à l'égard des partis politiques bourgeois, des organisations étudiantes et d'éléments de la petite-bourgeoise urbaine qui continuèrent à bénéficier d'une relative liberté dans leurs actions jusqu'à la fin 1968. Le développement de la politique pro-monopoliste, antipoulaire et d'abandon aux intérêts étrangers menée par le régime, enlevait au masque démocratique dont s'étaient parés les "putschistes", en 1964, tout pouvoir de convaincre et exposait la dictature à un isolement politique. Ceci a amené les hommes au pouvoir à éliminer les derniers vestiges des garanties démocratiques dont bénéficiaient encore les couches de l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise pour se faire entendre à travers la presse, leurs organes représentatifs ou même les manifestations de rue. A partir de l'Acte institutionnel n° 5, le caractère fasciste du régime s'affirma de plus en plus et la dictature est entrée dans sa période ouvertement terroriste.

2. La dispersion des forces antidictatoriales

Une situation contradictoire est née, due à une certaine habileté de la dictature qui cherchait à diviser le camp de ses ennemis, en même temps qu'elle les soumettait à une brutale répression, et aussi aux difficultés rencontrées pour unifier et mobiliser les forces antidictatoriales : d'un côté, un régime naïf, uniquement appuyé par une minorité très réduite et non représentative des Brésiliens; d'un autre côté, l'immense majorité des forces sociales et politiques du pays qui, cependant, étaient désarticulées, démobilisées et souvent en conflits les unes avec les autres.

Une telle contradiction entre la faible base politique de la dictature et, malgré tout, sa capacité de demeurer, grâce à la dispersion des forces qui, du moins en puissance, doivent la combattre, a toujours été le trait principal de la situation politique brésilienne depuis le putsch de 1964. Le manque d'unité et la faible capacité de lutte déployée par les forces à qui la dictature faisait tort, ont toujours permis à celle-ci, non seulement de se maintenir en place durant ces dix années, mais également de renforcer et d'élargir son système répressif. Et ce sans que la dictature puisse se consolider et renforcer les bases sociales et politiques qu'elle souhaitait pour avoir un pouvoir stable.

Fondamentalement, les difficultés de la formation et du développement d'un front réel des forces antidictatoriales résident dans le recul du mouvement de masse de la classe ouvrière et des autres catégories de travailleurs. Sans leur appui et sans leur impulsion, l'ensemble des forces progressistes dans le pays ne pourront reprendre leur marche en avant. Cependant, les incompréhensions et les malentendus au sein des courants bourgeois et petits-bourgeois en ce qui concerne la nature du régime et les formes de lutte à adopter ont eu un rôle considérable dans la dispersion et l'épuisement des forces antidictatoriales.

Au début, la résistance de plusieurs forces et courants politiques du camp démocratique à vouloir comprendre la vraie nature du changement de régime opéré dans le pays, a beaucoup pesé dans le manque de

riposte à la dictature. Plusieurs secteurs de la bourgeoisie nationale, qui avaient appuyé le coup d'Etat de 1964, poussés par la peur face aux progrès de la classe ouvrière dans la vie politique, ne se sont que très lentement rendus compte que le résultat du putsch ne leur était pas non plus favorable. De nombreuses couches de la petite-bourgeoisie, dans les grandes villes notamment, qui avaient également apporté leur concours actif au coup d'Etat, trompées par les fausses déclarations d'intention démocratique des "putschistes", ont plus rapidement compris que le gouvernement était tombé dans des mains hostiles. Mais elles se sont également trouvées dans une situation de perplexité et d'impuissance face aux événements. Même les éléments les plus conscients et démocrates de ces couches, notamment les intellectuels et les étudiants, dont la plupart ont immédiatement compris le caractère réactionnaire du coup d'Etat, se sont laissés entraîner dans un climat de confusion et de division nuisible à une vraie mise en route des forces contre la dictature.

Au début, la principale tendance était représentée par l'idée que le putsch d'avril était seulement "un coup d'Etat de plus" parmi d'autres coups d'Etat militaires que le pays avait connus dans un passé récent : simple complot d'un groupe de généraux, qui serait facilement et rapidement absorbé par le processus politique en cours dans le pays. Depuis l'inauguration du régime constitutionnel de 1946, un groupe d'officiers, têtus et non conformistes, faisant partie de bonne ou de mauvaise foi de l'industrie internationale de l'anticommunisme, conspiraient sans succès dans le sens de freiner la démocratie et d'instaurer dans le pays une dictature qui empêcherait l'ascension des travailleurs.

Nombreux ont été ceux qui, surtout dans les milieux politique bourgeois, mais aussi parmi les leaders populaires, pesaient que le succès du coup réactionnaire, bien que cette fois-ci plus spectaculaire, serait également momentané et bientôt neutralisé. Ils escomptaient une répétition du phénomène de 1954 lorsqu'un groupe réactionnaire est parvenu à s'installer de manière pompeuse au gouvernement et fut renversé peu après. Ils n'ont pas voulu - ou ont tardé à comprendre - qu'entre le dernier renversement de Vargas et la chute de Joao Goulart, il s'était opéré dans le pays un processus de popularisation long et accéléré, dans lequel s'étaient renforcés, simultanément, d'un côté le mouvement ouvrier et les forces nationales et démocratiques, et de l'autre côté la bourgeoisie traîtresse et ses associés dans l'entreprise réactionnaire. C'est pourquoi ils ne se sont pas rendu compte que, cette fois-ci, la réaction venait plus forte et plus féroce, et que son succès créait dans le pays une situation nouvelle.

Cette illusion s'est traduite par un comportement caractéristique de droite parmi de nombreuses et influentes forces de l'opposition à la dictature. L'expectative optimiste était leur trait dominant. Leurs espoirs qu'un nouveau changement pourrait délivrer le pays de la dictature étaient tournés vers l'initiative de certains généraux ou chefs politiques qui avaient participé au coup d'Etat mais qui étaient mécontents du pouvoir qu'il commençait à engendrer. Son attention fut attirée par le développement des conspirations entre certaines forces se détachant du bloc dictatorial gouvernant : d'abord avec le général Kruel et le gouverneur Ademar de Barros, à Sao Paulo, ensuite avec le général Mourao Filho et le gouverneur Magalhaes Pinto, à Minas Gerais. Même l'ancien leader du fascisme "natif", Carlos Lacerda, et le groupe d'officiers qui l'accompagnaient avaient obtenu un soutien important d'éléments démocrates pour la révolte qu'ils avaient eu l'intention de fomenter.

Au fur et à mesure que la dictature était imposée à ceux qui commençaient à la renier, les réduisant à l'impuissance, l'illusion se

tournait vers les groupes de militaires qui, même sans mettre en cause le régime dictatorial, se montraient mécontents de l'orientation donnée par ceux qui le dirigeaient, soit par les "excès" de la tradition des intérêts nationaux ou par les "excès" de la répression, soit pour des raisons moins fortes. Costa e Silva, Albuquerque Lima, Garrastazu Médécis même, sont des noms de généraux qui, entre autres, étaient associés à ce tels mouvements internes dans le camp de la dictature et qui ont attiré l'attention de nombreux sympathisants du camp de l'opposition.

L'incapacité ou le manque d'envie de comprendre que le destin de la lutte contre la dictature ne pouvait pas être confié au déclenchement de contradictions secondaires dans le camp de la dictature - bien que de telles contradictions puissent avoir des conséquences et bien qu'elles doivent être suivies, et autant que faire se peut, utilisées par les forces antidictatoriales -; le refus à axer la lutte contre la dictature dans une perspective de lutte de masse; le refus à comprendre que la dictature ne pourra être vaincue que par une grande et vigoureuse mobilisation des forces, avec la participation de millions de Brésiliens, justement parce qu'il s'agit d'un régime au service et tout à fait au goût de l'impérialisme, des monopoles et de la réaction intérieure qui essaient et essaieront toujours de le défendre de toutes leurs forces; la persistance, enfin, à croire que la rédemption nationale et démocratique viendrait, par miracle, de la "compréhension" de tel ou tel sommet dirigeant de la dictature. Tels sont les facteurs responsables de beaucoup de torts à l'articulation réelle d'un front d'opposition au régime. L'attitude d'attente immobiliste; la surestimation et l'excès de zèle à l'égard des possibilités légales de lutte; l'intérêt tourné vers les accords des sommets avec tel ou tel autre courant bourgeois marginal de la dictature, plutôt que tourné vers l'encouragement à l'action de masse; l'illusion créée par des perspectives de faux changements ou d' "ouverture" arborées par le régime lui-même et autres vices de comportement de droite, ont détourné d'une ligne d'action de lutte positive des éléments, nombreux et influents, du camps des forces antidictatoriales.

L'ultra-gauchisme

Cependant, parallèlement à la démoralisation des tendances de droite - et pour cette même raison, de façon plus nette et plus violente -, la démoralisation du régime antipopulaire et antinationaliste - des tendances opposées, de l'ultra-gauche, gagnaient des adeptes parmi ces couches sociales de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, notamment dans les milieux intellectuels et dans le mouvement étudiant. Des conceptions aventureuses, supposant qu'il était possible de renverser la dictature à force de coups d'audace de petits groupes de héros qui "fétichisaient" certaines formes de lutte armée en interprétant d'une fausse manière l'idée correcte que la violence est la "sage-femme de l'Histoire", selon la célèbre phrase de Marx, et qui méprisaient la nécessité, la possibilité et les moyens de mobilisation et de lutte des masses, ont constitué, dès les premières années de la dictature, le facteur le plus négatif de la dispersion du mouvement d'opposition. Ces conceptions ont creusé un réel fossé où se sont perdus, souvent physiquement, de nombreux cadres de grande valeur, des moyens et des occasions de lutte, en même temps qu'elles fournissaient à la dictature un bon prétexte pour employer la répression la plus brutale contre toute lutte d'opposition.

Les succès de la dictature

A ces éléments politique de dispersion, d'épuisement et de démobilisation des forces antidictatoriales s'est ajoutée, surtout à partir de 1968, une nouvelle et importante difficulté à la lutte d'opposition : le succès apparent de la politique économique de la dictature. Dans des conditions exceptionnelles de facilité - une conjoncture économique internationale et interne favorisant l'application de la politique de développement capitaliste dépendant de l'impérialisme et s'accrochant du "latifundio", notamment -, la croissance économique du pays est entrée dans une phase d'accélération et a pu offrir des "reliefs de banquet" relativement abondants à l'ensemble de la bourgeoisie, à diverses catégories de niveau technique de la petite-bourgeoisie urbaine et même aux petits contingents mieux qualifiés de la classe ouvrière industrielle. Même les secteurs les plus misérables de la population - les paysans, les salariés agricoles, les petits artisans et les marginalisés de la campagne - ont entrevu pour une partie d'entre eux, dans l'augmentation des offres d'emploi et dans la possibilité d'un niveau de vie plus élevé dans les grandes villes, une perspective de promotion sociale. En même temps, l'abondance des ressources provenant des impôts permettait au gouvernement d'élargir et de perfectionner les institutions sociales propres au capitalisme - retraite, éducation, aide médicale - non seulement dans les capitales, mais aussi dans quelques zones importantes de l'intérieur du pays.

Cette période optimiste du capitalisme ne pouvait pas ne pas avoir d'effet sur le plan politique. Dans les secteurs de la bourgeoisie, elle s'est traduite par une neutralisation de l'hostilité au régime. Les manifestes d'entités et les allocutions des personnalités représentatives du patronat industriel, protestant contre la politique d'abandon du pays et pro-monopole de la dictature, assez fréquents et souvent aigres jusqu'en 1968-1969, sont devenus plus rares. De même, la grande presse commerciale, qui reflétait le mécontentement des secteurs bourgeois à l'égard du régime, s'est, d'une manière générale, accommodée de la censure et de la propagande de la dictature. Bien que le gros des profits de la croissance économique aille aux grands capitalistes, et surtout aux grands monopoles étrangers, une vague de bonnes affaires s'abat sur l'ensemble capitaliste, ceci étant largement suffisant pour neutraliser en elle tout scrupule à l'égard du manque de liberté ou de la spoliation du pays, et pour l'empêcher complètement de voir le caractère précaire de ce genre de développement dirigé par le capital impérialiste.

3. Les succès de la résistance

La référence à cet ensemble de facteurs objectifs et subjectifs qui sont devenus d'énormes obstacles au développement de la lutte contre la dictature, au cours des dix années qui ont suivi le coup d'Etat de 1964, n'efface pas mais au contraire met en relief les réussites de cette lutte obtenues dans de si difficiles conditions. La réalité, c'est que, avec toute la force et avec toutes les chances de son côté, la dictature est encore, dix ans après son installation, un régime fragile, instable, politiquement isolé et internationalement démoralisé. Et il l'est grâce à la lutte de résistance - sourde, fluide, instable aussi, bâillonnée, mais persistante et tenace - que développent contre lui les grands courants de la conscience brésilienne. Un rapport sommaire des réussites de cette résistance au fascisme, qui livre le pays aux monopoles étrangers, aurait nécessairement en vue certains points centraux, à savoir :

1. Bien qu'étant parvenue à intimider le mouvement ouvrier et à entraver ses pas, la dictature n'est cependant pas parvenue à mettre au point, pour la défendre auprès des travailleurs, un ensemble vraiment significatif de leaders syndicaux agents du ministère du Travail. Elle s'est servie de beaucoup de moyens - subordination, contrainte, propagande - pour atteindre cet objectif, mais elle a toujours été contrainte à faire un choix entre deux solutions : ou bien intervenir directement avec sa politique dans les syndicats ouvriers, ou bien accepter que ceux-ci combattent sa politique, fût-ce pas des moyens dissimulés et prudents. Dans les centres urbains importants et dans les syndicats les plus représentatifs, un candidat à un poste électif ne peut pas défendre le gouvernement s'il veut obtenir la majorité des voix.

2. Le mouvement de masse paysan a également pu se remettre et en quelque sorte échapper au contrôle de la dictature. Celle-ci apporte un supplément, par l'intermédiaire de l'armée et des polices des Etats, à la force de contrainte des "latifundiaros" exercée par les "jagunços" et développe une politique démagogique et palliative de "réforme agraire" et de sécurité sociale afin de pouvoir contenir la révolte des travailleurs agricoles et les soumettre à leur orientation. Les nouvelles des grèves dans les "fazendas", les luttes de ceux qui ont acquis le droit de possession de terres, les réunions et les résolutions des congrès de travailleurs ruraux, qui ne figurent pas dans la presse censurée, sans être pour cela moins significatives, mettent cependant en évidence tous les jours la frustration de cette ligne stratégique de la dictature.

3. Parmi les couches moyennes urbaines, il est indéniable que l'optimisme économique et la propagande officielle ont réussi une certaine pénétration, désarmant ou faisant submerger le sentiment d'opposition chez les éléments de cette partie de la population majoritairement et traditionnellement démocrates. Mais de ces couches n'est pas venu le véritable appui de masse à la dictature. Sa peur, à l'occasion de tout test réel de popularité manifestée dans le contrôle brutal du processus électoral et dans l'incapacité de procéder à tout acte ou tout mouvement qui l'expose directement à la foule, montre bien la faiblesse de la dictature dans cet aspect fondamental. La résistance nationale à la progression du fascisme s'est montrée, massivement et à de nombreuses reprises, tout au long de ces dix années, mais sous des formes et des conditions diverses.

La nouvelle ascension

Avec le temps cependant, cette phase difficile du mouvement démocratique a commencé à être surmontée. Un an après son entrée en fonction, le gouvernement Costa e Silva était déjà décadent et incapable de tenir la moindre promesse faite au peuple. Le mécontentement et l'irritation ont augmenté parmi la petite-bourgeoisie des villes. La poursuite de la politique sociale de privation des travailleurs a amené un plus grand nombre d'ouvriers à prendre conscience du besoin de lutter pour leurs revendications. D'un côté, le gouvernement de la dictature, démoralisé, gêné par les bribes de légalité démocratique qui s'offraient encore aux masses, se trouvait en face d'une plus grande difficulté à mettre en place les mécanismes de répression que le régime lui tendait. Les conditions étaient créées pour une nouvelle phase de progrès du mouvement contre la dictature.

Les événements d'avril-mai 1968 ont marqué le passage de la phase difficile du front antidictatorial.

Les manifestations populaires qui ont suivi le meurtre de l'étudiant Edson Luiz, dans l'Etat de Guanabara, ont témoigné du nouvel état

d'esprit, du mécontentement et de l'indignation à l'égard du régime qui gagnaient de larges couches de la petite-bourgeoisie urbaine. Le mouvement des étudiants commençait à recevoir l'aide chaleureuse de ce secteur de la population. La classe ouvrière également, commençait à agir avec une plus grande décision. La ville industrielle de Belo Horizonte est restée paralysée pendant une semaine du fait d'une grève à laquelle ont participé plus de dix mille ouvriers. Pour la première fois depuis 1963, la commémoration du Premier Mai dans les principales villes du pays a été faite sous la direction des ouvriers, c'est-à-dire que tous les actes ont été organisés par les ouvriers eux-mêmes. Dans la capitale de Sao Paulo, ces manifestations ont eu une ampleur particulière et ont été couronnées par un grand rassemblement sur la Praça da Sé, qui a été troublé et interrompu par des groupes ultra "de gauche", mais il a suffisamment duré pour montrer que l'esprit de lutte des travailleurs de Sao Paulo évolue. Il y avait sur la place environ douze mille travailleurs lorsque le rassemblement a été interrompu et, selon la déclaration des leaders syndicaux qui ont participé à l'organisation du "meeting", il y aurait eu plus de quarante mille personnes s'il n'y avait pas eu dislocation. D'autres symptômes d'un tournant dans l'esprit de lutte de la classe ouvrière commençaient également à apparaître dans les principaux centres du pays.

Il s'amorçait donc un processus de correction du principal défaut du mouvement contre la dictature, c'est-à-dire la faiblesse de sa base de masse. Dans les mois qui ont suivi, le processus a continué. A Rio de Janeiro notamment, mais aussi dans d'autres capitales - et toujours menées par le mouvement étudiant - des masses petites-bourgeoises adhéraient, dans des proportions chaque fois plus importantes, aux actions pour protester contre le régime policier. Le 24 juin, ces masses ont marqué un nouveau point dans l'expérience de la lutte contre la dictature. Cent mille personnes ont parcouru d'un bout à l'autre de l'avenue Rio Branco, à Rio de Janeiro, criant en chœur leurs aspirations démocratiques. Une suite de grèves dans l'industrie automobile et dans le parc industriel d'Osasco, à Sao Paulo, ont montré que la classe ouvrière était également sensible à l'amélioration des conditions pour la lutte démocratique et commençait à mettre ses forces "sur le terrain".

C'était un début prometteur. La lutte contre la dictature entrait dans une nouvelle phase, atteignait un niveau plus élevé d'organisation, de combativité et de participation des masses. Non seulement le mouvement s'élargissait, entraînant de grands secteurs de la petite-bourgeoisie et mettant en avant la classe ouvrière, mais aussi sa capacité de lutte augmentait, révélant l'existence de milliers et de milliers de travailleurs, d'étudiants, d'intellectuels et d'autres éléments du peuple prêts à faire face à la répression de la dictature dans le combat. La dictature, de son côté, se trouvait de plus en plus discréditée, voyait sa base d'appui se restreindre et assistait à l'exacerbation des contradictions au sein des forces la soutenant. D'où la naissance de meilleures conditions au développement du front antidictatorial, et en particulier de ses forces fondamentales - le mouvement de masse de la classe ouvrière, des travailleurs ruraux et des couches moyennes urbaines. Mais ce n'était qu'un début qui ne saurait être assimilé à une proximité de victoire. En réalité, les grandes masses du prolétariat et de la petite-bourgeoisie urbaine, sans mentionner la paysannerie, plus en retard, étaient encore éloignées de toute lutte politique ou revendicative. Leur niveau d'organisation et de mobilisation était encore à ses débuts. Même les groupes les plus avancés qui se tournaient vers la lutte, le faisaient en fonction se sensibilisations momentanées plutôt qu'à la suite d'une mobilisation et une organisation permanentes. D'où il résultait un large terrain de manoeuvre pour la dictature qui, loin d'être vaincue, prenait forcément la contre-offensive.

Les dangers guettant le mouvement démocratique s'aggravaient par l'influence que certains groupe ultra-gauchés parvenaient à exercer dans les actions du front antidictatorial, grâce justement à la franchise du mouvement de masse organisé de la classe ouvrière. Une fois encore, cette direction aventureuse conduisit à des actions hâtives et inopportunes, notamment dans le mouvement étudiant; par les mots d'ordre prononcés et par les formes de lutte employées. Non adaptées aux conditions du mouvement, de telles actions - casses, incendies et d'autres actes de ce genre - semaient la confusion au sein du peuple. De son côté, le régime se servait de cette confusion pour trouver de la solidarité dans son action terroriste et de suppression de la liberté.

Sous le régime de l'A.I. 5

Dans de telles conditions ont eu lieu les événements qui amenèrent l'Acte institutionnel n° 5. Acculé par la lutte qui se développait fondamentalement dans les limites de l'étroite légalité démocratique encore permise par le régime dictatorial, celui-ci réagit par le seul moyen lui restant : s'imposer davantage en tant que régime de force et prendre plus nettement la direction du fascisme. Le loi suprême dans le pays est devenue l'arbitre de la dictature et de ses agents. Tous les freins qui pouvaient encore retenir la répression furent levés. Celle-ci devint plus cruelle, plus violente et massive, mieux équipée et bien servie par des cadres et avec des moyens, et ce grâce à l'entière impunité et à l'abondance des crédits secrets dont elle commença à bénéficier.

Comme lors de l'A.I. 2, une situation contradictoire s'est créée pour le front antidictatorial. D'un côté, les conditions pour le mouvement de masse sont devenues momentanément plus difficiles : les formes légales de lutte, en particulier, se restreignaient, dans la mesure même où il n'existait plus aucun système légal reconnu dans le pays. D'un autre côté cependant, les secteurs d'opposition potentielle s'amplifièrent énormément, le régime ne pouvant plus faire confiance qu'aux forces les plus réactionnaires, qu'il intéressait directement. De toute façon, le mouvement contre la dictature avait forcément à traverser une période de bas niveau quant à son activité, dans l'attente de se réorganiser et de trouver de nouvelles conditions et de nouvelles formes d'action.

4. La situation actuelles et les perspectives

L'actuelle situation de faiblesse apparente, de dispersion et de démobilité des forces antidictatoriales, est cependant transitoire. Les raisons de base qui l'ont déterminée commencent à s'estomper. D'un côté les conditions internes et internationales, qui ont été assez favorables pour la dictatures pendant les cinq dernières années, se modifient. D'un autre côté s'amorcent les symptômes de correction des fractures fondamentaux de l'insuffisance du mouvement antifasciste : la faiblesse du mouvement de masse et le manque d'unité des forces, des petits et des grands courants politiques qui militent dans l'opposition.

Certaines facilités politiques, sur lesquelles le régime a pu compter, disparaîtront sûrement au fur et à mesure que les difficultés économiques augmenteront. Les nouvelles hausses du coût de la vie, les incertitudes de l'avenir contrastant avec les perspectives optimistes entretenues par la propagande officielle et d'autres facteurs d'appréhension et de mécontentement ayant trait à la crise du capitalisme, vident la vague d'optimisme qui a assuré à la dictature la

neutralité, voire la sympathie, de larges couches bourgeoises et petites-bourgeoises dans la dernière période. Le remplacement mélancolique du ministre Delfim Netto - qui avait été présenté dans toute la presse, en vers et en prose, comme un magicien des finances, il y a encore quelques mois - est déjà un réflexe de marée descendante.

La recomposition du mouvement ouvrier et populaire

La condition fondamentale pour que la lutte contre la dictature ait l'impulsion nécessaire et exerce une véritable influence dans le destin du pays réside dans la recomposition du mouvement de masse, et surtout de la classe ouvrière. Sans cette base solide et puissante, le mouvement antifasciste sera toujours faible et restera toujours à la merci de directions vacillantes et oscillantes de forces bourgeoises et petites-bourgeoises.

Depuis qu'il a été presque totalement désarticulé en 1964, le mouvement ouvrier traverse un chemin lent mais constant de récupération des forces. En mettant en pratique des combinaisons flexibles et innovatrices de formes de lutte légales ou illégales, en formant et en testant dans la pratique de la lutte de nouveaux cadres pour remplacer les dirigeants éloignés du contact avec les masses par la dictature - non seulement les centaines de leaders emprisonnés, exilés ou contraints à la clandestinité en 1964, mais aussi ceux qui, en plus grand nombre encore, ont été et continuent d'être touchés par la répression fasciste -, le mouvement ouvrier se recompose et, actuellement, malgré le silence de la grande presse et la violence de la police qui le frappe chaque jour, il présente déjà des signes de nouvelle vigueur. Et ces signes ont une très importante signification : la classe ouvrière de Sao Paulo est son axe le plus dynamique, son corps le plus actif et indique que la correction de la principale et traditionnelle faiblesse structurale du mouvement ouvrier brésilien est en cours. Plus exactement, la fragilité de la base ouvrière de Sao Paulo, la plus importante, commence à disparaître.

Rien que pour l'année 1973, trente et une grèves importantes ont été menées par plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de Sao Paulo. En 1972, il y eut onze grèves. Quelques-unes ont eu une signification fort importante : chez Volkswagen et chez Mercedes-Benz, en décembre; aux usines Aços Vilares, également en décembre; dans le port de Santos. Certains aspects de ce renouveau du mouvement des travailleurs de Sao Paulo méritent d'être notés : premièrement, il a eu lieu sous la direction de dirigeants semi-clandestins ou totalement clandestins et prend des formes très habiles pour une paralysie totale ou partielle du travail (opérations genre "tortue", application rigoureuse des normes de sécurité dans le travail, impliquant un ralentissement, etc.); deuxièmement que ces luttes se développent et avec beaucoup de succès, non plus pour obtenir l'approbation officielle pour de nouveaux accords salariaux, mais pour arracher aux patrons des accords passant outre les déterminations du gouvernement; et troisièmement, que ces luttes ne se limitent plus à une simple revendication salariale, mais ont des objectifs d'une plus grande portée, notamment contre le régime du travail en "heures supplémentaires", ce qui porte la journée de travail à quatorze et même seize heures, ce qui signifie pour la plupart des travailleurs la suppression d'une des plus grandes et des plus pénibles conquêtes du passé, la journée de huit heures.

De même les travailleurs de la campagne ont recomposé en grande partie leur mouvement organisé. Les syndicats d'ouvriers agricoles, qui recouvrent la reconstitution des différents types d'associations de paysans et d'ouvriers agricoles - qui existaient avant le putsch de

1964, et qu'il a dissoutes, sont aujourd'hui déjà près de mille dans tout le pays. Plusieurs centaines de milliers de pauvres de la campagne participent déjà aux activités de ces syndicats ruraux. La politique de la dictature est celle de suborner et d'orienter l'action de ces syndicats, mais par la simple lecture des résolutions approuvées dans les congrès syndicaux de cette catégorie, on peut avoir une idée de l'échec de la politique officielle. Dans le plus grand de ces congrès, le IIe Congrès national des travailleurs ruraux, qui a eu lieu en mai 1973 à Brasilia, l'assemblée a approuvé un ensemble de résolutions à caractère combatif.

Les forces antifascistes

Sur le plan de la direction politique, le processus de formation et de coordination du mouvement contre la dictature a eu un cours difficile et instable qui reflète, fondamentalement, le retard historique de la formation, du développement et de la définition des diverses forces politiques et sociales qui composent la majorité démocratique de la société brésilienne. Les organisations et les partis politiques qui ont cessé d'exister au cours de ces dix ans sont presque sans nombre, de même que les tentatives de fondation de "ligues" voulant jouer un rôle de coordination de la lutte patriotique et démocratique, et qui n'ont pas résisté aux premiers chocs avec la répression fasciste. Dans de telles conditions, la représentation, sur le plan politique, des différentes forces sociales qui, sous tel ou tel aspect, à tel à tel degré, participent ou ont tendance à participer à la lutte contre la dictature, absorbe les effets d'un double processus de mutation et de décantation. De même, cette représentation signale à tout moment, aux côtés des forces et des courants dont la présence est stable et dominante dans l'ensemble, la présence d'une large diversité d'organisations, de mouvements ou même de partis politiques à caractère transitoire ou circonstanciel.

Dans l'actuelle situation, le mouvement contre le fascisme englobe - ou tend à englober - un large éventail de courants politiques et sociaux, qui comprend des éléments représentatifs de la majorité écrasante du pays, dont les intérêts, pour des raisons diverses et à des degrés différents, sont contrariés ou brisés par le fascisme. Depuis la bourgeoisie qui ne possède pas de monopoles jusqu'au prolétariat, depuis les secteurs de l'ARENA que le fascisme gêne, jusqu'aux petits groupes les plus ultras qui militent dans le mouvement ouvrier, s'étend le champ d'intérêt et d'action du front patriotique et antifasciste.

La participation d'éléments de l'ARENA et d'autres éléments directement liés au camp de la dictature, dans le mouvement antifasciste, est sans doute discutable mais non méprisable. Il y a de nombreux groupes et personnalités qui sont solidaire avec ce qu'ils appellent la "Révolution de 1964", mais qui divergent sur les aspects substantiels de la politique d'abandon du pays et de la politique antidémocratique poursuivies par les gouvernements dictatoriaux successifs. Il est bien vrai qu'une grande partie des éléments en désaccord, proclamés ou supposés, dans cette "lutte intestine" qui se développe dans le camp dictatorial, et peut-être même la plupart d'entre eux, discutent de la forme que doit prendre l'Etat fasciste au Brésil. Ils veulent un fascisme au visage plus "libéral", plus constitutionnel, qui donne une marge à l'activité politique des différents groupes bourgeois, mais ils ne mettent pas en cause l'essence même du fascisme : la répression terroriste contre le mouvement ouvrier et populaire. Cependant, il existe - et ils sont nombreux et importants - des éléments qui, rien que par la force des circonstances politiques

créées dans le pays, sont liés à l'ARENA ou à une institution de l'Etat, mais sont en désaccord avec les aspects centraux du gouvernement, c'est-à-dire avec son caractère fasciste et sa politique antinationaliste. Le développement de ces contradictions internes dans le camp dictatorial affaiblit le régime et doit, pour cette raison, être suivi et encouragé par le mouvement d'opposition au fascisme.

Le même problème, mais à l'inverse, se présente par rapport au MDB (Mouvement démocratique brésilien). Dans ce parti, créé par la législation officielle, se trouve réuni un ensemble très hétérogène d'individus et de groupes. La plupart, notamment aux échelons intermédiaires et de base, sont des démocrates sincères qui ne sont pas d'accord avec l'actuelle situation brésilienne et sont même sujets à la répression de la police parce qu'ils militent dans ce parti de l'"opposition officielle". Il existe cependant un cercle de partisans du MDB composé d'éléments qui, uniquement en raison de circonstances fortuites - surtout la possibilité qu'ils ont, grâce à leur pouvoir économique ou grâce à leur influence personnelle, d'occuper des postes de direction dans le parti ou des postes électifs - sont entrés dans cette organisation d'opposition et y exercent une grande influence au sommet. Dans le parti, à tous les échelons, se développe une lutte entre, d'un côté ces groupes installés qui s'emploient à mettre le parti sur les rails étroits d'une "opposition à Sa Majesté", obéissante et soumise à la dictature, et d'un autre côté les membres effectivement démocrates, qui cherchent à lui donner un vrai sens d'opposition patriotique et antifasciste. La dictature développe une politique habile d'appui et d'encouragement aux éléments du premier groupe qui veulent un MDB "bien sage", selon les modèles que le régime lui propose. La dictature réussit relativement dans cette politique, surtout dans l'Etat de Guanabara, où elle parvient, de ce fait, à neutraliser les effets des votes adverses que l'électorat de cet Etat lui impose traditionnellement. Il appartient à l'ensemble des forces antifascistes de développer la politique contraire, c'est-à-dire appuyer et encourager l'action des éléments effectivement démocrates au sein du MDB afin que cette organisation puisse exercer un rôle plus actif et plus réel dans la lutte contre la dictature.

Un autre secteur important dans lequel se développe une opposition bourgeoise au régime est celui représenté par des cercles et des personnalités dirigeantes des partis supprimés par la dictature - notamment le PSD et le PTB. Ces éléments, malgré le caractère illégal de leurs organisations et même l'annulation de leurs droits politiques, restent cependant actifs, à l'échelon local, dans plusieurs Etats et dans de nombreuses municipalités, aussi bien qu'à l'échelon national. Ils maintiennent des liaisons, des zones d'influence et même quelques structures d'organisation de ces partis formellement dissous. Ceux qui n'ont pas été privés de leurs droits politiques se partagent entre l'ARENA et le MDB dans l'activité électorale, mais ils ont en réalité une action qui transcende de beaucoup cette affiliation apparente. Ils constituent des forces politiques d'un poids réel et, dans beaucoup de cas, ils participent, à leur façon - avec toutes les hésitations et les faiblesses qui les caractérisent, mais disposant de puissants moyens d'action et d'influence - à la lutte contre la tyrannie de la dictature et contre la politique qui livre le pays aux intérêts étrangers.

Les organisations politiques fondées sur les couches moyennes urbaines sont l'élément le plus fluide du front des forces antidictatoriales. Ces couches ont un comportement oscillant typique : par moments, elles se font des illusions avec les promesses et les manœuvres de "succession" de la dictature, par moments elles se lancent dans le désespoir d'aventures ultra-gauchistes. Un jour, elles se laissent emporter et se jettent entièrement dans la lutte, pressées de voir la victoire, ne voulant pas entendre ceux qui leur

conseillent d'être sensées, mais le lendemain, elles se sentent découragées par la défaite, humiliées, apathiques, fuyant à tout prix et par tous les moyens la politique. C'est en reflétant un pareil comportement que des dizaines d'organisations politiques ont été créées au cours de ces dix années, dans ce milieu dominé par l'idéologie et la psychologie petites-bourgeoises. L'ultra-gauchisme était leur trait principal, notamment à partir de 1968. A présent, ces organisations ont été défaites ou réduites à l'impuissance par la répression de la dictature et par la fuite des sympathisants qui les animaient.

Il y a des indices qui montrent qu'après une période de recul et d'indifférence, de nouvelles possibilités apparaissent dans ces couches, qui permettraient d'organiser et d'activer la lutte en faveur des intérêts spécifiques et essentiels des différents secteurs et des diverses catégories professionnelles qui les composent. Ces intérêts sont le facteur primordial de la liaison entre ces couches et le mouvement démocratique, et constituent par là même un facteur primordial pour leur mobilisation et celle des masses qui les composent, dans la lutte pour la conquête des libertés démocratiques, de l'émancipation nationale et d'un cours progressiste du développement de la société brésilienne.

Et c'est surtout parce que cette tranche de la population brésilienne comprend les intellectuels et les étudiants qu'elle a un rôle important à jouer dans les luttes pour la démocratie et la libération nationale dans notre pays. L'évolution plus récente de ces couches les rapproche des idées et de la façon de vivre de la classe ouvrière; ceci grâce aux progrès du socialisme dans le monde et au fait que cette classe est de plus en plus absorbée par un travail salarier. Cette évolution tend aussi à accentuer davantage l'importance de ces couches au sein du mouvement patriotique et démocratique brésilien, quels que soient les partis et les courants politiques dont elles se servent pour donner une forme à leur participation à ce mouvement.

Les secteurs démocratiques de l'Eglise catholique sont également un facteur dont l'importance dans la mobilisation antifasciste augmente sans cesse. En dix ans de dictature, cette Eglise, en tant qu'ensemble, a radicalement modifié son rôle, allant d'une position d'encouragement et d'appui au coup d'Etat réactionnaire qu'elle avait prise en 1964 à une position nettement hostile envers le régime fasciste. Chez certains membres influents du clergé catholique, cette évolution a même eu un caractère plus avancé, impliquant l'abandon, par l'Eglise, de son rôle traditionnel de point d'appui des classes dominantes les plus réactionnaires de la société brésilienne et la transformant en un puissant et réel support des luttes des travailleurs contre l'exploitation du capitalisme et du "latifundio".

Le document signé et diffusé par la Conférence des archevêques du Nord-Est et, peu après, la Déclaration des archevêques du Centre-Ouest, le premier semestre de 1973, sont des étapes significatives de cette évolution catholique vers le socialisme. Si cette perspective socialiste n'a pour l'instant que l'adhésion de la fraction plus consciente et plus progressiste du clergé, la position de résistance à la dictature, par contre, est adoptée par la majorité et, on peut même dire, par l'Eglise catholique en tant qu'institution. Partout dans le pays, le clergé catholique est présent dans la solidarité aux prisonniers et aux persécutés politiques, dans la dénonciation contre les crimes du terrorisme de la police, dans l'appui aux initiatives unitaires de lutte contre le fascisme; ce qui lui procure des difficultés constantes avec la police et la rend une cible permanente de la répression déchaînée de la dictature. Bien que l'influence d'éléments conciliateurs et d'éléments nettement

réactionnaires pèse encore lourdement dans la hiérarchie du clergé catholique, tout porte à croire qu'il continuera de jouer, et d'une façon plus vigoureuse même, ce rôle important dans la mobilisation de la conscience nationale contre le fascisme.

Les clubs, les cercles et les associations d'officiers et de sous-officiers des forces armées sont un autre genre d'organisation sociale qui, traditionnellement, ont un comportement positif dans les luttes politiques et démocratiques dans notre pays et doivent faire l'objet de l'attention et du travail persistant du mouvement contre la dictature. En tant qu'ensemble, les officiers et les sous-officiers sont utilisés par la machine fasciste, mais ils ne sont pas, eux-mêmes, solidaires du fascisme. Par leur origine, par leurs relations de travail, de famille et de lieu de résidence, la plupart d'entre eux sont liés aux aspirations démocratiques des couches moyennes urbaines. Mais ils se trouvent près de ces couches aussi par les hésitations et le retard politique qui les caractérisent. On ne peut concevoir la réussite de la lutte contre la dictature sans qu'au moins une partie pondérable de ces officiers et sous-officiers soit mise en position hostile à la camarilla de généraux fascistes qui mettent les forces armées au service de l'impérialisme.

Les associations de quartiers, les entités professionnelles et les associations féminines sont un autre genre d'organisations qui doivent être prises en considération par les forces antifascistes. C'est en général dans ce genre d'organisations que se développe, bien qu'à un niveau élémentaire presque toujours, la vie politique des couches moyennes urbaines. On ne peut pas oublier que toute lutte en faveur des intérêts légitimes de la population, depuis la régularisation du réseau d'eau d'une rue jusqu'au droit à la liberté dans l'exercice du magistère, etc., a inévitablement une grande charge politique dans les conditions actuelles du pays, et se transforme presque directement en lutte contre la dictature.

Dans le mouvement ouvrier et paysan, outre le P.C.B., agissent des éléments progressistes de l'Eglise catholique, certains anciens militants de l'ex-PTB et divers groupes d'intellectuels et d'étudiants qui, sous différents sigles et programmes, se présentent comme partisans de l'idéologie marxiste. Sur le terrain, c'est l'action de l'Eglise, surtout, qui aide beaucoup à l'organisation et à la mobilisation des travailleurs. Bien que divergeant dans les buts et les formes d'action, ces différents groupes, partis et courants agissant dans le mouvement ouvrier et paysan, ont en commun l'esprit antifasciste et font partie du front de lutte contre la dictature.

L'action du P.C.B.

Les communistes sont le ciment de l'unification de tous ces partis, groupes et courants qui participent - ou pourront participer - à la lutte antifasciste. Parti de la classe ouvrière, concentrant sur l'organisation de celle-ci la plupart de ses cadres et de ses moyens, le P.C.B. agit cependant avec persistance, hardiesse et large vision, tant que véritable colonne vertébrale de l'unité de la gamme, immense et diverse, des forces antidictatoriales.

La traumatisation dont a été victime l'ensemble des forces nationalistes et démocratiques en avril 1964, a également touché le Parti. Seulement, un an après, en mai 1965, il est parvenu à réunir son Comité Central et a pu adopter une orientation collective pour tous les communistes. Il a alors vécu une période de luttes internes intenses avec la naissance dans son sein de courants qui se sont laissés

emporter par les illusions bourgeoises et petites-bourgeoises, de droite et d'extrême-gauche. Des luttes ont eu lieu aussi autour des formes et des moyens d'action contre la dictature qui s'opposaient à l'orientation adoptée par le Comité Central. Ce n'est qu'en novembre 1967, après la tenue de son VIe Congrès, que le Parti a pu trouver une solution à la lutte interne interne et trouver des conditions pour développer, d'une manière plus efficace, son travail en tant que poste avancé du prolétariat et en tant que principale force d'inspiration et d'orientation de la lutte contre la dictature.

* * *

L'EXPANSIONNISME BRÉSILIEN

Le régime militaire installé au Brésil en 1964 a introduit des changements fondamentaux dans la politique extérieure du pays, en s'appuyant sur la doctrine de la "sécurité nationale", qui se présente aujourd'hui comme un des piliers du régime.

Cette doctrine, élaborée à l'École supérieure de Guerre dans les années cinquante, a comme bréviaire les deux livres du général Golbery Couto e Silva, actuellement chef de la maison civile de la présidence de la République, Planification stratégique et sécurité nationale et Géopolitique du Brésil. Ces deux livres ont donné naissance à des idées dont le contenu essentiel peut être résumé de la façon suivante : par sa situation géographique même, le Brésil ne peut pas échapper à l'influence nord-américaine. Il n'a d'autre choix que d'accepter consciemment la mission de s'associer aux Etats-Unis dans l'Atlantique Sud. En échange, les Etats-Unis reconnaîtront que le quasi-monopole de domination dans cette région du monde doit être exercé par le Brésil exclusivement.

D'où les slogans du pouvoir brésilien sur le "destin manifeste" du Brésil en Amérique Latine : "Brésil grande puissance !", "Brésil en avant !", etc. bons pour emplir le cœur des citoyens du sentiment de la grandeur nationale, du destin planétaire, de la supériorité historique à l'égard des autres peuples d'Amérique Latine.

Le Plan de sécurité nationale, dont les principales lignes prennent racine dans la conception géopolitique de Couto e Silva, a comme premier objectif la disparition ou la diminution des pressions externes ou internes qui menacent ou peuvent menacer la sécurité du pays. Quelles pressions ? D'abord celle des communistes, à l'extérieur et à l'intérieur, qui tend à séparer le Brésil du camp occidental. Celle des groupes socio-économiques qui menacent la paix sociale, la prospérité, le bien-être et la démocratie. Celle des syndicats qui cherchent à modifier la politique du gouvernement selon leurs intérêts respectifs. La pression politique des groupes dont les intérêts ont été contrariés par la "Révolution de 1964"; la

pression politico-historique des pays de l'Atlantique Sud (il faut lire l'Argentine) qui cherchent à conquérir l'hégémonie sur le continent et voudraient changer nos frontières...

C'est dire que la sécurité du Brésil serait menacée de toutes parts, de l'intérieur comme de l'extérieur; et au nom même de cette conception d'un pays assiégé, le document précise :

"Dans l'hypothèse où le communisme parviendrait au pouvoir dans certains pays d'Amérique Latine, ou bien si la situation s'aggravait dans d'autres pays du fait de la guerre révolutionnaire, la frontière de l'Uruguay et par extension l'Etat du Rio Grande do Sul, la frontière de la Bolivie, et particulièrement la zone de Lorumba-Laceres, la frontière du Venezuela et de la Guyane constituent des zones stratégiques et même d'éventuels territoires d'opération du pouvoir militaire brésilien."

On trouve ici l'idée de "l'espace vital", celle de l'encercllement, celle aussi de la guerre préventive et de l'occupation de territoires étrangers.

Dans l'esprit de ces textes, on comprend qu'au nom de la doctrine dite des "frontières idéologiques" - qui fut longtemps celle du Pentagone, aujourd'hui périmée du fait de la détente internationale - la stratégie des militaires brésiliens se soit déjà manifestée concrètement en août 1971 pour aider le colonel Hugo Banzer à renverser en Bolivie le régime nationaliste du général Juan José Torrès, que l'Unité populaire du Chili aurait risqué de renforcer; en novembre 1971 pour faire pression sur l'Uruguay "menacé" par la poussée démocratique du "front large" et le 27 juin dernier pour aider matériellement le coup d'Etat du président Bordaberry, soutenu par les chefs réactionnaires des forces armées. Tout cela dans le même temps où le Brésil soutient vigoureusement le régime de Stroessner au Paraguay et depuis 1971, celui de Banzer en Bolivie.

Dès le 23 juillet 1971, l'hebdomadaire uruguayen Marcha pouvait écrire que le plan brésilien de Sécurité nationale abonde en détails qui permettent de soupçonner que durant les dernières années, l'Itamaraty (ministère des Relations extérieures brésilien) fait effectuer un relevé de chaque mètre carré du sol uruguayen, et aussi qu'il prévoit que l'invasion de l'Uruguay - en cas de victoire des forces de gauche - devrait être achevée en moins de trente heures afin qu'une offensive diplomatique internationale et des armées d'autres pays ne puissent intervenir. Ce plan serait d'autant mieux réalisé qu'il est présenté depuis le coup de force du 27 juin par lequel le président Bordaberry a mis fin aux institutions démocratiques du pays, comme un "rapprochement accéléré du Brésil et de l'Uruguay". Ce rapprochement dynamique, financé spécialement par la Banque interaméricaine de développement, consiste à élargir les liaisons routières entre le Brésil et l'Uruguay.

Tout cela est toujours inspiré des vues du général Golbery Couto e Silva pour qui, textuellement, la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay constituent la frontière géopolitique du Brésil. Il s'agit là de la poussée expansionniste traditionnelle, voire historique du Brésil vers les richesses et le potentiel énergétique énorme du bassin de La Plata. Mais on verra que l'élan du Brésil s'oriente aussi vers l'Ouest, à travers les immensités de son propre territoire et en direction des pays voisins qui ont des régions amazoniques et andines. La stratégie brésilienne s'exprime par un expansionnisme tous azimuts, économique, diplomatique, territorial, accompagné de manœuvres d'intervention militaire.

Il est vrai que la politique brésilienne a dû être adoptée, dans ses formes ouvertement agressives, parallèlement à celle de la guerre froide et aux nouvelles positions internationales du gouvernement de Washington. Celui-ci, sans renoncer à intervenir dans les affaires intérieures des pays d'Amérique Latine, a été amené à plus de souplesse : il ne peut agir à l'égard des régimes progressistes en Amérique Latine avec les mêmes méthodes directes qu'en 1961, dans la baie des Cochons, contre Cuba, et en 1965 contre Saint-Domingue.

En conséquence, Washington a aussi intérêt à voir le Brésil exercer son leadership par une tentative de rapprochement et même une offensive de charge avec tous les pays d'Amérique Latine et même d'Afrique afin de servir d'intermédiaire ou de fondé de pouvoir dans certains domaines. L'intérêt de la croissance économique du Brésil, conditionnée par ses exportations, coïncide avec cette vue stratégique : il lui faut non seulement s'assurer de nouveaux marchés, mais aussi des sources de matières premières et d'énergie existant dans les pays voisins. C'est pourquoi, approuvant désormais à grand bruit le principe de la "pluralité idéologique", le ministère des Affaires étrangères brésilien a mené depuis deux ans une grande offensive diplomatique : en 1972, il était allé distribuer quelques crédits aux pays d'Amérique Centrale pour l'achat de produits brésiliens; en 1973, c'est en direction des pays du Pacte andin qu'il s'est déplacé et après la Colombie et le Venezuela en juin, il a visité la Bolivie, l'Equateur et le Pérou. Le Venezuela ayant adhéré récemment au Pacte andin et l'Argentine étant suspectée de faire de même après la victoire du péronisme, il était urgent pour les ambitions brésiliennes d'éviter si possible que cette grande union économique, capable d'équilibrer par ses ressources la puissances du Brésil, se réalise comme un encerclement concurrentiel. Enfin, dans la conquête de l'Amazonie brésilienne, le Brésil avait besoin d'essayer au moins de rassurer ceux de ses voisins qui se sentiraient menacés dans leurs régions amazoniennes.

L'effort brésilien en vue d'établir des relations économiques fructueuses avec les pays d'Amérique Latine par rapport à sa stratégie des exportations, est assez important. C'est avec ostentation que se font les offensives diplomatiques et les offres de crédit.

Le ministère des Relations extérieures ne dissimule pas son intérêt non plus pour les matières premières de ses voisins. Par exemple, pour intervenir par l'intermédiaire de la Petrobras dans l'exploitation du pétrole de l'Equateur, qui va devenir le second exportateur du continent après le Venezuela; d'une autre façon dans celle du gaz et du charbon de Colombie, du cuivre du Pérou dont le Brésil importera 150.000 tonnes en 1975 et 300.000 tonnes en 1980, et du fer du Mutun bolivien, au moins pour en priver l'industrie sidérurgique argentine concurrente.

De là les efforts de la diplomatie brésilienne pour traiter bilatéralement avec les pays du Pacte andin, ce qui tendrait à freiner - et si possible à empêcher - leur intégration économique réelle, que le Brésil feint de considérer comme un encerclement hispanophone. Il se trouve que cette orientation brésilienne correspond à son grand dessein de la présence sur les deux grands océans, celui des thèses géopolitiques de la Sorbonne (on appelle ainsi au Brésil l'Ecole supérieure de Guerre).

On peut estimer que cet effort du gouvernement de Brasilia, justement parce qu'il proclame désormais le respect de la "pluralité idéologique", donc de la coexistence pacifique, devrait être favorablement accueilli. Cependant, la méfiance, la crainte et la prudence des voisins du Brésil ne semblent pas diminuer. Elles s'expliquent

surtout par le comportement brésilien en Bolivie et au Paraguay, ses pressions sur l'Uruguay, ses ambitions inquiétantes pour l'Argentine dans le bassin de La Plata, à quoi s'ajoutent les visées sud-atlantiques, et même antarctiques, en alliance avec l'Afrique du Sud raciste et enfin une politique d'armement impressionnante.

Il est notoire que l'action du gouvernement brésilien, en août 1971, pour que le colonel Hugo Banzer renverse le gouvernement nationaliste et progressiste du général Juan José Torres, a été menée en coopération avec la CIA. Le général Bethlen, ambassadeur du Brésil à La Paz, avait auparavant déclaré avec assurance : "Les grandes nations du Sud doivent entrer en Bolivie et en faire un protectorat." Cela pour éliminer la "menace externe et interne du communisme", comme disent les théoriciens de la géopolitique brésilienne et pour prendre position dans la riche province bolivienne de Santa Cruz et ses énormes gisements de fer de Mutun, convoités alors aussi par la dictature militaire argentine.

Désormais, le Brésil est le grand frère protecteur dont l'aide financière est déterminante, qui fait s'aligner la Bolivie sur sa politique à l'OEA et à l'ONU, qui contrôle par son ambassade à La Paz la mise au pas de l'Université bolivienne, qui décuple le volume de ses prêts et multiplie les investissements, élimine la Corporation minière bolivienne (COMIBOL) pour exploiter directement le fer du Mutun, construit un gazoduc de Santa Cruz à Sao Paulo, obtient les contrats de recherche et d'exploitation du pétrole bolivien pour la Petrobras, octroie dix millions de dollars pour développer la production cotonnière de Santa Cruz, des crédits pour la construction d'un réseau de transports capable d'améliorer les relations routières, ferroviaires et fluviales entre les deux pays.

C'est le Brésil qui finance de ses prêts les constructions de routes et autres travaux publics du Paraguay, lui vend sept fois plus de produits qu'il ne lui en achète (sans compter la quantité importante de ses marchandises industrialisées qui entrent au Paraguay en contrebande), influence son système d'éducation nationale par le canal de la Faculté de philosophie et lettres dont les programmes et les professeurs de pédagogie sont brésiliens. Au collège secondaire Brésil-Paraguay d'Asuncion, les programmes sont également brésiliens et, à leur sortie tous les élèves bénéficient de bourses pour continuer leurs études au Brésil.

C'est que le Paraguay constitue, non seulement une des marches-frontières dont a besoin Brasilia pour défendre contre l'Argentine ses visées sur le bassin de La Plata, mais un marché potentiel et surtout une source de la matière première dont la croissance brésilienne a un impérieux besoin : l'énergie hydro-électrique. De là vient que la mainmise brésilienne sur le Paraguay s'exprime de façon plus spectaculaire dans deux domaines : celui de la course aux kilowatts étant complétée par une véritable invasion territoriale.

Une invasion devenue notoire, même dans la presse brésilienne pourtant muselée. Le long de la frontière, une bande d'environ cent kilomètres de large est occupée par des propriétaires brésiliens depuis qu'en 1967 le général Stroessner a abrogé l'interdiction de vendre à des étrangers des terres frontalières. Dans ce Haut-Paraná, autour des "Sept-Chutes" de Guayrà, mais aussi vers le nord, jusqu'au Rio Apà, les "estancias" sont devenues "fazendas", la langue usuelle est le portugais, celle des contrats notariés et des contrats de travail aussi; la monnaie, les plaques minéralogiques des véhicules, les mesures agraires, "tout est devenu brésilien, sauf la carte", écrit un journaliste uruguayen dans l'hebdomadaire brésilien Opinio, du 25 décembre 1972. Même l'Institut du bien-être rural du Paraguay,

chargé de la "réforme agraire"... , a vendu des terres d'Etat à des entreprises brésiliennes.

Cette colonisation est évidemment condamnée, sous les formes aussi nettes que peut le permettre la dictature, par l'opposition paraguayenne. Mais les communistes, le Parti libéral radical, le Parti révolutionnaire fébrériste et le Parti démocrate-chrétien, le Mouvement populaire Colorado, Mgr Rolon, archevêque d'Asuncion et chef de l'Eglise paraguayenne, les organisations d'étudiants, le Collège des avocats, les journaux La Tribuna, ABC, El Radical, Adelante, Patria Libre, La Fronte, El Socialiste, etc., et les jeunesse des partis politiques déjà citées, combattent avec vigueur un mainmise brésilienne bien plus spectaculaire encore : la ratification, en août dernier, du traité brasilo-paraguayen sur la construction du barrage d'Itaipù, aux "Sept-Chutes" de Guayrà sur le Haut-Paraná, qui constitue un réel abandon de souveraineté.

Il s'agit d'une énorme central hydro-électrique qui coûtera trois milliards de dollars, produira douze millions de kilowatts (autant que la consommation actuelle du Brésil) et sera financée, par moitié par les deux pays. Mais le Paraguay contracte là une dette pour cinquante ans et, incapable de consommer la moitié qui lui revient de l'énergie produite, il la vendra au Brésil en monnaie brésilienne : inondé de cruzeiros, il ne pourra les employer que pour acquérir des produits brésiliens. Comme le traité ne lui permet pas de vendre des kilowatts à d'autres pays voisins, qui offrent des prix plus avantageux, comme d'autre part les travaux seront cinq fois plus importants en territoire brésilien qu'au Paraguay et comme la majorité du Directoire exécutif et le P.D.-G. de la Centrale seront brésiliens, il semble fondé de dire que le Paraguay devient pour un demi-siècle, pour commencer, une possession coloniale de son grand voisin.

La poussée expansionniste brésilienne vers la Bolivie, le Paraguay et le bassin de La Plata ne se produit pas dans de graves tensions sur l'Argentine.

Certes, il existe dans ce dernier pays une forte tendance à l'hégémonie dans le "Cône Sud", et même au leadership dans toute l'Amérique, et le danger du chauvinisme qui ne manque pas de racines historiques, peut en être trop aisément réveillé. Sans remonter à des déclarations péronistes de 1943 et des années suivantes, qui ne sont plus de saison, on peut noter que l'ex-général argentin Licastre réclamait en août dernier (La Razon, 12 août 1973) "un rôle continental de justicialisme et le leadership du général Peron dans les pays d'Amérique Latine", que l'organe du justicialisme, Les Bases écrivait le 18 juillet 1973 sur "la mission continentale de l'Argentine", que le 25 juillet de la même année "la doctrine péroniste assimile les principes de la géopolitique" et le 1er août exposait le "Pla géopolitique" fondé sur la supériorité argentine sur les autres pays, ce pour quoi "l'Argentine est appelée à un destin de grandeur et doit en conséquence avoir la place qu'elle mérite en Ibéro-Amérique".

Ces séquelles d'un passé effacé par la défaite mondiale de l'hitlérisme et du fascisme italien n'auraient cependant aucun impact, sinon verbal, si elles ne se nourrissaient de la poussée brésilienne vers le bassin de La Plata. La Opinion de Buenos Aires, le 12 juillet 1973, a pu écrire, après avoir énuméré les efforts de pénétration du Brésil dans tout le continent : "Que ce soit avec de bonnes intentions (cas du Chili), il fut depuis démontré que l'enfer en est pavé, ou avec des aspirations géopolitiques (cas de la Bolivie, du Paraguay et de l'Uruguay), le Brésil est en train d'enfermer l'Argentine, manoeuvre qui sera complète quand se réalisera l'expédition scientifiques en territoire antarctique, jusqu'ici retardée."

A ce dernier propos, le Brésil ne reconnaît pas le traité antarctique de Washington de 1959, souscrit par douze pays qui ont exploité scientifiquement le continent austral, et il prétend avoir droit à un "triangle" de ce territoire. "Le Pôle Sud a tout ce sans quoi une nation ne peut s'industrialiser, écrit le Professeur Oliveiros Lintrente, professeur de droit international, des réserves immenses de charbon, de pétrole, de fer et de manganèse, des chaînes de montagne de cassitérite, de cuivre, d'argent, de thorium, de tungstène, de diamant de cristal de roche et principalement d'uranium." Mais le Brésil n'a pas encore organisé de mission scientifique en Antarctique, et comme il réclame un territoire déjà dévolu à l'Argentine, au Chili et à la Grande-Bretagne, ceux-ci contestent son droit à le faire. Ce conflit est si vif et si actuel que, le 12 août 1973, le gouvernement provisoire argentin de M. Lastiri, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, a tenu sa réunion de cabinet dans sa base aérienne antarctique de Vice-Comodoro Maracambio, à 3.500 kilomètres de Buenos Aires, sur ce qu'il a appelé "le merveilleux sel blanc de la patrie". Cela pour y affirmer nettement la souveraineté argentine face aux prétentions brésiliennes.

Mais les relations entre les deux pays sont affectées de conflits plus graves. L'exploitation par le Brésil du gaz et surtout du fer de Bolivie, par exemple, est considérée à Buenos Aires comme une agression contre l'industrie sidérurgique argentine qui en a absolument besoin, alors que le Brésil ne manque nullement de minerais de fer, et comme une mainmise du Brésil sur une relative industrialisation éventuelle de la Bolivie. Mais ce sont les visées brésiliennes sur le bassin de La Plata qui réveillent les conflits historiques : cette région de 3.500.000 km² compte quelque 80 millions d'habitants et 66,7% de cette population sont citoyens des cinq pays du bassin (celui-ci compte 83% de la population argentine, 63% de la brésilienne, 28% de la bolivienne et 100% pour le Paraguay et l'Uruguay). Elle est extrêmement riche en ressources, en énergie potentielle, en voies de communication fluviales et maritimes, en terres fertiles.

La manifestation la plus inquiétante de la poussée brésilienne - celle qui menace l'équilibre historique et peut-être de la région - est le traité signé en août dernier par le Brésil et le Paraguay pour que soit construit le barrage d'Itaipù, aux "Sept-Chutes" du Haut-Paraná. Nous avons montré les conséquences de type colonialisiste que cette entreprise signifie pour le Paraguay. L'Argentine s'en émeut pour son compte, pas seulement parce qu'une oeuvre de cette importance donnera au Brésil un pôle de développement et d'énormes avantages à proximité des frontières des cinq pays de La Plata, mais bien plus directement. L'Argentine projetait de construire, en accord avec le Paraguay, l'usine hydro-électrique de Corpus, ce qui ne causait aucun préjudice d'aucune sorte aux pays voisins; mais Corpus serait construit en aval et les deux projets sont incompatibles car Itaipù débiterait à 106 mètres au-dessus du niveau de la mer et Corpus à 120 mètres. Le conflit est là, et celui des deux pays qui cèdera perdra deux millions de kilowatts, à supposer qu'un accord soit possible.

En outre, le projet brésilien sera un facteur de perturbation de la navigation sur le Paraná, et un autre projet argentin, celui du barrage de Yacitera-Apipé, en aval encore, serait compromis sinon rendu impossible. Pour aggraver encore ce problème de la course aux kilowatts (12 millions ou plus pour Itaipù, mais 5 à 6 millions pour Corpus et 2,1 millions pour Yacitera-Apipé), le Brésil a déjà construit au nord d'Itaipù deux ensembles hydro-électriques, à Jupia et à Ilha Solteira (4,5 millions de kW à eux deux) et a rempli ce dernier barrage en mars 1973 sans en informer le gouvernement argentin. Or, selon la Déclaration de Montevideo, signée en 1933, confirmée

par diverses conférences de Droit international (Dubrovnik 1956, New York 1958, Hambourg 1960, Hambourg 1962, Helsinki 1966), un pays ne peut utiliser les eaux de fleuves internationaux, sur son territoire, que s'il ne porte pas préjudice aux droits de ses voisins, "que ce soit sur la rive opposée ou dans des cours successifs", ce qui est le cas pour Itaipù.

C'est pourquoi, dans le cas de Ilha Solteira, rempli sans avertissement, et dans celui d'Itaipù, l'Argentine a protesté dans une note très vive de marx 1973 auprès du gouvernement de Brasilia.

Car enfin, par le barrage monumental d'Itaipù, le pouvoir brésilien peut contrôler le débit des eaux, le commerce fluvial entre l'Argentine et le Paraguay, empêcher l'activité du port argentin de Rosario et l'arrivée du fer et du charbon nécessaires à la sidérurgie argentine. Et surtout, ce contrôle du régime des fleuves de La Plata permet au Brésil une pression politique considérable sur l'Argentine car, même en cas de conflit aigu, il pourrait noyer sous les eaux une grande partie de la province argentine de Misiones, y compris la ville de Rosario.

Il s'ajoute à cela que le "superport" de l'Etat de Rio Grande do Sul a été projeté pour attirer vers le Brésil la production du bassin de La Plata, au préjudice du port de Buenos Aires dont la capacité va devenir désuète avec la tendance mondiale à des navires de plus de 100.000 tonnes.

Telle est l'acuité des litiges, selon maints commentaires de la presse de Buenos Aires notamment. C'est en vertu de cette situation que, selon l'AFP, "les milieux latino-américains de Paris" estimaient, en avril 1973, que l'accord brésilo-paraguayen sur le barrage d'Itaipù signifie que "l'Argentine aura perdu certainement la Seconde Guerre de la Triple Alliance sans avoir tiré un coup de fusil".

Si l'on considère la philosophie fascisante et géopolitique du régime brésilien, son besoin d'entretenir dans la population une sorte de fierté nationale plutôt chauvine et l'ambition de jouer le rôle de "leader" dans le continent - si l'on tient compte que ces données politiques et militaires découlent des besoins de la croissance économique, telle que les dirigeants brésiliens la conçoivent, c'est-à-dire fondée essentiellement sur la concentration intense du capital étranger et brésilien et sur la recherche de marchés extérieurs nouveaux, alors on comprend que s'expriment dans tous les pays d'Amérique Latine, et même en Afrique, de grandissantes inquiétudes.

Ces constatations ne sauraient être entendues comme un quelconque appel à combattre le peuple brésilien - qu'on ne saurait tenir ni comme responsable ni comme bénéficiaire de l'expansionnisme agressif des gouvernants. Au contraire, ce peuple est à bien des égards sacrifié à une croissance qui ne profite qu'à 5% de la population et risque d'être un jour la chair à canon d'on ne sait quelles aventures de conquête. C'est à ce peuple, d'abord, que doit aller la solidarité active des démocrates et des hommes de paix du monde entier.

* * *

ORIGINES HISTORIQUES DU MARXISME AU BRÉSIL

Il nous est difficile de préciser quand, pour la première fois, on a parlé de Karl Marx au Brésil.

Les données que nous avons à ce propos sont bien peu nombreuses et très fragmentaires. Il a été établi cependant, que la presse brésilienne parla de Marx à l'occasion de la Commune de Paris.

En 1871, il y avait 10.196.327 habitants au Brésil. Seulement un enfant sur treize, en âge scolaire, avait reçu l'enseignement élémentaire. Il y avait quatre écoles supérieures : deux de Droit et deux de Médecine. La Bibliothèque nationale était peut-être la seule bibliothèque publique avec 120.000 volumes, dont la plupart étaient des oeuvres théologiques.

Le Brésil était donc bien plus en retard qu'aujourd'hui.

On y parlait pourtant déjà du socialisme. L'écrivain Joaquim Nabuco (1849-1910), un politicien aristocratique, qui fut l'un des leaders du mouvement pour l'émancipation des esclaves noirs, parlait d'un "fervent socialiste" qui compliquait la vie politique. Nabuco pensait alors aux événements de 1848-1849 dans le nord-est du pays, où éclata l'insurrection dite "de la plage", mouvement démocratique et très plébéen, dont quelques idéologues manifestèrent l'esprit quarante-huitard français.

Parmi les porteurs des tendances socialistes (utopiques) au nord-est du Brésil se trouvent l'ingénieur français Louis Vauthier, qui travailla au Brésil de 1840 à 1846, Abreu e Lima, Antonio Pedro de Figueiredo et Borges da Fonseca.

Borges da Fonseca (1808-1872), qui fut du Mouvement de la plage, liait Cabet.

Abreu e Lima (1794-1869), qui lutta avec Bolivar contre les Espagnols au Venezuela et en Colombie, écrivit un livre sur Le Socialisme, publié en 1855, où on remarque un écho de Lammenais. Il croyait que les hommes étaient en train de s'intégrer à une seule famille, "selon le plan de la Providence".

Antonio Pedro de Figueiredo (1814-1859), qui traduisit le Cours d'histoire de la philosophie de Victor Cousin, fut ironiquement surnommé "le Cousin mulâtre", à cause de sa couleur. Il écrivit que Fourier était "le plus grand génie du siècle".

On connaissait donc Cabet et Fourier. On connaissait Victor Considérant, qui visita le Brésil en 1856. Mais on ne connaissait guère Karl Marx.

A l'occasion de la Commune de Paris cependant, la presse européenne avait beaucoup parlé de Marx et de l'Internationale (Association internationale des travailleurs) et le scandale était parvenu jusqu'au Brésil.

Le Daily News de Londres décrivait Marx comme un incendiaire; Marx se défendit contre l'accusation. La polémique fut résumée par la presse brésilienne. Le journal du Parti libéral, A Reforma, dit dans son édition du 3 octobre 1871 : "Monsieur Karl Marx, chef de l'Internationale, dont le siège est à Londres, vient d'écrire au Times. Il dit que l'affirmation parue dans le Daily News, selon laquelle l'Association recommandait aux paysans français de mettre le feu aux palais, doit être considérée comme une affirmation entièrement fausse." Le journal O Seis de Marco, du nord-est du Brésil, reproduisit des articles de journaux d'Espagne à propos de la Commune, de l'Internationale et des "doctrines de Monsieur Karl Marx".

Quelques Brésiliens publiaient alors à Londres une revue, O Eco americano (l'Echo américain). La revue était rédigée en portugais par Luis de Bivar et Melo Morais Filho. Chaque numéro rendait un hommage spécial à une personnalité significative : le numéro du 29 février 1872 choisit Karl Marx, "que plusieurs personnes considèrent comme un homme intraitable, un révolutionnaire impitoyable, mais qui est tout simplement un philosophe, un penseur". O Eco americano loua Marx à cause de son courage révolutionnaire, de sa capacité scientifique, de sa connaissance de toutes les langues européennes et même de l'affabilité de son caractère.

*

Dès lors, le nom de Marx semble y être oublié, jusqu'à l'occasion de sa mort.

De 1870 à 1883 cependant, les conditions historiques de la société brésilienne changèrent.

Avant 1822, le Brésil était une colonie du Portugal, économiquement très attachée à l'Angleterre. L'indépendance politique fut proclamée par le prince portugais qui gouvernait la colonie et qui devint l'empereur Pedro Ier. Les Anglais n'étaient pas mécontents avec la nouvelle monarchie.

De 1840 à 1889, l'empire brésilien fut gouverné par l'empereur Pedro II, fils de Pedro Ier. Bien que dès 1850 l'importation des esclaves noirs ait été légalement interdite (pression de l'Angleterre), la production du sucre se fondait toujours sur le travail des nègres.

En 1870, le gouvernement du Brésil venait d'être vainqueur dans une guerre contre le gouvernement du Paraguay, lorsqu'on publia à Rio de Janeiro le premier Manifeste pour la République (qui n'eut pas, de fait, une large répercussion).

Déjà à cette époque, la production du café (au sud du pays) s'accroissait bien plus rapidement que la production du sucre (au nord-est). La population aussi grandissait. On construisit des lignes de chemin de fer, on développa le commerce extérieur avec les États-Unis. L'industrie brésilienne surgissait peu à peu. Les classes moyennes gagnaient plus d'influence, surtout dans l'armée et dans l'Église, institutions qui jouèrent un rôle décisif dans le dernier épisode du renversement de l'empire (en 1889).

En 1883, lorsque Marx mourut à Londres, lorsque Plekhanov fonda en Russie la première organisation de révolutionnaires marxistes, se développa au Brésil un mouvement de masse dont le but était encore la suppression de l'esclavage des Noirs.

À côté de ce mouvement, avec la naissance de l'industrie, de petits journaux ouvriers commencèrent à faire la propagande du socialisme : O Socialista Internacional (de Bahia, la première capitale du Brésil), A Tribuna Socialista (de la ville de Pelotas) et O Trabalho (de Rio de Janeiro). Ce n'est d'ailleurs pas dans ces petits journaux que nous avons trouvé l'information de la mort de Karl Marx; c'est dans la Gazetta de Noticias du 16 avril 1883, où on le présente comme un "illustre" théoricien socialiste.

Après les manifestations de 1848, le "ferment socialiste" s'était affaibli. En 1883, il restait encore faible et n'avait presque aucune influence dans la vie politique du pays.

La pensée officielle de l'empire était extérieurement catholique, mais l'orientation philosophique plus répandue parmi les intellectuels était l'absence d'une véritable philosophie : l'éclectisme. Les critiques plus importants du catholicisme et de l'éclectisme se nourrissaient du monisme évolutionniste de Haeckel (Tobias Barreto), du positivisme "ouvert" de Littré (Luis Pereira Barreto) et du positivisme orthodoxe de Comte (Miguel Lemos, Teixeira Mendes, Benjamin Constant Botelho de Malhalhaes).

Le positivisme eut une influence féconde dans la suppression de l'esclavage des Noirs (1888) et dans la proclamation de la République (1889). Les mots écrits sur le drapeau brésilien sont de Comte : "Ordre et Progrès". Lorsqu'en 1883, Pierre Laffitte, le successeur d'Auguste Comte à la direction mondiale de l'Église positiviste, conseilla plus de "relativisme" à Miguel Lemos dans la critique de l'activité politique "conciliatrice" de quelques positivistes brésiliens, le président de la Société positiviste de Rio de Janeiro coupa ses liens avec le centre positiviste de Paris et sauva ainsi l'autorité morale du positivisme brésilien (à travers laquelle il exerçait son influence politique).

Les positivistes étaient des philosophes assez médiocres. Tobias Barreto (1839-1889), mulâtre pauvre du nord-est du Brésil, était un penseur acerbe et progressiste, mais il ne s'intéressait guère au mouvement contre l'esclavage et pour la République; au contraire des positivistes donc, il n'eut aucune influence sur ce double mouvement.

Tobias Barreto fut toutefois le premier grand écrivain brésilien à lire Karl Marx : le livre premier du Capital et peut-être aussi Misère de la philosophie.

La culture brésilienne de cette époque importait les produits de la culture française. Tobias Barreto pourtant, se prit d'enthousiasme pour la culture allemande.

En 1883, alors qu'il condamnait l'imitation des vieilles institutions politiques de l'Angleterre au Brésil, Tobias Barreto assurait : "Karl Marx dit une belle vérité lorsqu'il affirme que chaque période de l'histoire a ses propres lois."

*

Tobias Barreto n'est pas devenu marxiste, ni même socialiste. Mais il a lu Marx. Les autres écrivains de la fin du XIXe siècle qui citent l'auteur du Capital, au Brésil, ne l'ont guère lu.

Rui Barbosa (1849-1923), juriste renommé, parle de Marx sans connaître la pensée marxienne. Il dit que les socialistes "corrompent la notion scientifique de la propriété" et il ajoute : "C'est Saint-Simon qui prêche l'abolition de l'héritage; c'est Proudhon qui identifie la propriété et le vol; c'est aussi Karl Marx, apôtre de la répartition du capital." (1884.) Marx, qui avait travaillé toute sa vie pour démontrer la nécessité du dépassement du capital, était donc présenté comme un apôtre distributiviste de sa répartition !

Un autre juriste renommé, Clovis Bevilacqua (1859-1944), parle aussi de Marx, sans l'avoir lu. Il le décrit comme un réformiste qui attendait de l'Etat bourgeois plus d'équilibre entre les propriétaires et les prolétaires. Il écrit : "L'école socialiste allemande de Marx et Lassalle affirme que le gouvernement doit établir un impôt grandissant qui sera payé par les propriétaires au profit des ouvriers." (1886.)

Silvio Romero (1851-1914), critique littéraire très important, disciple de Tobias Barreto, ne parle de Marx que comme dirigeant politique de l'Internationale. Il écrit d'ailleurs que l'Internationale de Marx "hésite entre l'utopie et le despotisme". Ce jugement étant écrit en 1898, Marx était mort depuis longtemps et la direction politique de l'Internationale (la deuxième, créée en 1889) n'était plus, naturellement, sous sa responsabilité.

Les ouvriers qui ont publié des petits journaux comme O Grito dos pobres (Le Cri des pauvres), paru à Sao Paulo en 1888 sous la direction de Luciano Gomes de Souza, ou comme la Revista Tipografica (Revue typographique), parue à Rio de Janeiro en 1888 sous la direction de Luis da França e Silva), n'avaient pas une connaissance théorique développée. Ils n'avaient pas les mêmes connaissances qu'un Rui Barbosa, qu'un Clovis Bevilacqua ou qu'un Silvio Romero. Ils n'avaient pas, non plus, étudié la pensée de Marx. Ils étaient pourtant des socialistes, ils étaient plus proches de l'esprit de l'auteur du Manifeste du parti communiste. Quelques-uns de ces ouvriers tinrent en 1892 un congrès ouvrier, qui n'eut pas de conséquences.

Les premiers intellectuels socialistes qui ont lu Marx peuvent être trouvés à Sao Paulo, dans la ville de Santos, en 1895, réunis autour d'une publication, A Questao social. Ils s'appelaient Silverio Fontes, Soter de Araujo et Carlos de Escobar. Silverio Fontes (1858-1928) était le leader du groupe.

Dans le premier numéro de A Questao social, ils se proclamaient disciples des grands penseurs socialistes de toutes les époques et Karl Marx était considéré comme le primus inter pares de ces penseurs.

En 1896, Silverio Fontes soulignait l'importance de ce qu'il appelait la "trilogie marxiste : l'interprétation matérialiste de

l'histoire, le déterminisme économique et la lutte des classes". C'était l'époque de la IIe Internationale et l'expression "déterminisme économique" était à la mode, d'après le titre du livre de Paul Lafargue.

Astrojildo Pereira, le fondateur du Parti communiste brésilien, dit que Silverio Fontes fut "le pionnier du marxisme au Brésil".

Dans le livre de A. Hamon à propos du Congrès socialiste international, tenu en 1896 à Londres, on peut lire : "Les hommes plus en vue de la social-démocratie brésilienne sont MM. Silverio Fontes, Soter de Araujo, Carlos de Escobar, Esperidial de Médicis, Mariano Garcia, Cirilo Costa et Benedito Ramos."

Silverio Fontes n'avait donc pas seulement des idées marxistes : en bon disciple de Marx, il cherchait aussi la voie de la réalisation pratique de la théorie, dans le cadre de la IIe Internationale. Cette réalisation, hélas, lui créa beaucoup de difficultés.

*

A la fin du XIXe siècle, la République était consolidée. Le premier président fut le maréchal Deodoro da Fonseca, leader du mouvement militaire qui renversa l'empire. Il ne gouverna que peu de temps et, en novembre 1891, après une crise politique, il renonça à sa fonction.

Son successeur légal était aussi un militaire : le maréchal Floriano Peixoto, qui consolida le nouveau régime politique avec énergie, tout en essayant de défendre l'économie du pays, avec l'aide de Serzedelo Correa, son ministre d'Etat.

Prudente de Moraes, élu président en 1894, et Campos Sales, qui gouverna le pays de 1898 à 1902, tranquilliserent les grands propriétaires conservateurs : le changement politique qui avait entraîné la chute de l'empire n'était pas en train de produire un changement social.

En dépit de ce pas en arrière, la République ne fut pas bien accueillie par la droite tout entière. Quelques esprits réactionnaires se sentaient mal à l'aise sous le nouveau régime. Le catholique Moraes Carneiro (1850-1916), par exemple, écrivait en 1897 que le libéralisme républicain avait ébranlé dans ses fondements la "hiérarchie des classes sociales, voulue par Jésus-Christ". Selon cet écrivain, les trois armes du libéralisme étaient "la Déclaration des droits de l'homme, le positivisme et le communisme".

Dans le cadre de la pensée de droite, à cette époque, il faut le dire, nous pouvons aussi trouver des expressions plus nuancées. Farias Brito (1864-1917), philosophe mystique qui subit l'influence de Schopenhauer, publia en 1899 la seconde partie d'un livre, A finalidade do mundo. Dans ce travail, il discute les conceptions de Marx (qu'il ne connaît d'ailleurs que par l'intermédiaire de Benoît Malon et Enrico Ferri). Il réfute naturellement la perspective matérialiste du marxisme. Mais il le reconnaît comme "une doctrine vaste et profonde" et il dit que le système de Marx est celui qui, parmi les systèmes socialistes, "a acquis les plus grandes proportions et la plus large autorité".

(à suivre)

*

Au début du siècle, au Brésil, Karl Marx restait toujours presque inconnu. Son nom avait été prononcé par quelques écrivains, une de ses idées avait été citée par Tobias Barreto avec approbation, et cependant, les hommes de culture brésiliens ne le lisaient pas.

Lorsque Farias Brito parlait des "grandes proportions" et de la "large autorité" du marxisme, il pensait plus à la France qu'au Brésil. Les intellectuels brésiliens vivaient les problèmes de la culture française. En 1896, une copie de l'Académie française fut créée à Rio de Janeiro; la Revue des Deux Mondes avait ici plus d'abonnés qu'en aucun autre pays du monde, hors de France. En France, Jules Guesde critiquait la collaboration du socialiste Millerand à un ministère bourgeois au nom des principes que Marx lui avait appris. En France, Paul Lafargue critiquait les idées de Jean Jaurès au nom de ce qu'il croyait être la conception marxiste de l'histoire. Au Brésil, toutefois, la présence de Marx n'avait que des proportions très réduites.

Il y avait, bien sûr, Silverio Fontes. Il écrivit le document de conclusion d'un congrès socialiste, publié par le journal L'Etat de Sao Paulo (28 août 1902) où il rappelait le principe selon lequel l'émancipation des ouvriers doit être l'oeuvre des ouvriers eux-mêmes. Marx aura appuyé cette lutte de Silverio Fontes contre le paternalisme.

Il y avait aussi Euclides da Cunha (1866-1909), un des plus importants écrivains du Brésil. En 1901, Euclides da Cunha avait participé à une association, "Les Fils du travail", avec, entre autres, Francisco Escobar, Inacio Loyola Gomes da Silva, Mauro Pacheco, et José Honorio de Silos, dans la ville de Sao José do Rio Pardo.

En 1904, Euclides da Cunha écrivit un essai, Un Vieux problème. Ce "vieux problème" était celui de la propriété. Il parlait des utopies de Saint-Simon et de Fourier, de la mauvaise politique de Louis Blanc et des erreurs de Proudhon. Puis il parlait de Karl Marx : "Ce fut vraiment avec cet inflexible adversaire de Proudhon que le socialisme scientifique commença à utiliser un langage solide, intelligent et positif."

Il résumait ainsi la pensée de Marx : "La source unique de la production et de la valeur (son corollaire immédiat), c'est le travail. Ni la terre, ni les machines, ni le capital - même liés dans l'ensemble - ne peuvent produire sans les bras des ouvriers. D'ici, on arrive à une conclusion irréductible : la richesse doit appartenir entièrement à ceux qui travaillent." Le commentaire d'Euclides da Cunha suivant ce résumé était sympathique : "On ne peut pas nier la fermeté du raisonnement."

De même que Tobias Barreto, et contrairement à Silverio Fontes, Euclides da Cunha ne devint pas marxiste : il resta toujours attaché à un mélange de positivisme, d'évolutionnisme vulgaire et de scientisme.

C'était la règle parmi les intellectuels brésiliens de cette époque. La compréhension de Marx par Euclides da Cunha n'était qu'un élément de sa démarche "socialisante". L'adhésion au marxisme - comme celle de Silverio Fontes - était bien un phénomène insolite, presque une impossibilité. Et Silverio Fontes lui-même ne réussit pas à approfondir sa connaissance de la pensée de Marx puisqu'il demeura tout à fait solitaire.

Les intellectuels socialistes étaient encore dans une confusion théorique si extraordinaire qu'ils s'enthousiasmaient avec Marx mais - en même temps, - ils s'enthousiasmaient aussi avec Benoît Malon.

La confusion théorique des intellectuels de gauche était naturellement liée à la confusion de l'avant-garde ouvrière.

En 1902, à Rio de Janeiro, le socialiste Vicente de Souza créa le Centre des classes ouvrières. A cette occasion, une loi gouvernementale décréta la vaccination obligatoire de tous les citoyens contre la variole. Le Centre se mit à lutter contre cet "abus" du gouvernement qui l'abrogea légalement sans difficulté.

Dans l'avant-garde ouvrière, les courants théoriques n'étaient pas bien définis. Nous pouvons établir, peut-être, très schématiquement, trois tendances générales : une orientation pragmatique, syndicaliste, une orientation plus ou moins social-démocratique et une troisième d'inspiration anarchiste. La social-démocratie se montra moins puissante que les anarchistes dans l'agitation et la mobilisation de la masse du peuple.

Plusieurs syndicats ouvriers furent créés au début du siècle. L'industrie se développait. En 1906, se tint un Congrès ouvrier, à Rio de Janeiro, et les révolutionnaires de heurtèrent à la résistance des réformistes. Les anarchistes, qui se présentaient comme les plus radicaux des révolutionnaires, caractérisèrent les sociaux-démocrates comme étant les réformistes les plus opportunistes.

Les sociaux-démocrates, d'ailleurs, restaient sur le plan de l'élaboration doctrinale abstraite, toujours faibles dans l'action politique parce qu'ils se voulaient les "professeurs" du prolétariat et non pas ses dirigeants pratiques. Antonio Piccarolo, par exemple, écrivit un programme très développé pour le Centre socialiste de Sao Paulo, mais ce programme ne fut pas le ressort d'un mouvement politique puisque écrit dans une préoccupation suffisamment approfondie de sa mise en pratique.

Lorsque Jean Jaurès vint au Brésil, en 1911, il ne parla que pour une poignée d'intellectuels socialistes. Il était beaucoup moins connu ici que Francisco Ferrer, le pédagogue anarchiste espagnol qui avait été fusillé à Barcelone le 13 octobre 1909.

*

"Italia bella mostrate gentile
e i figli tuoi non li abbandonare
senno ne vanno tutti ni Brasile
non si ricordan piu di ritornare."

Ce sont les vers ingénus d'une chanson populaire de la fin du XIXe siècle en Italie. Les pauvres gens du sud de l'Italie annoncent aux grandes villes du Nord qu'ils s'en vont au Brésil ne pouvant trouver aucun travail salarié dans leur patrie.

En effet, ils vinrent au Brésil en grand nombre, non seulement les Italiens pauvres, mais aussi les Portugais, les Espagnols, les Allemands et les Japonais. Ils n'étaient que des ouvriers de l'industrie; c'était plutôt des paysans, des artisans, des petits-bourgeois, avec une idéologie individualiste.

Les immigrants allemands et japonais, en général, ne se mêlaient pas des affaires politiques. Les Portugais, les Espagnols et surtout les Italiens prenaient souvent part aux discussions les plus passionnées sur l'Etat, le travail et l'Eglise. Avec eux, l'anarchisme eut ici un nouvel élan.

Les premières publications anarchistes parurent à la fin du XIXe siècle, à l'occasion de la Colonie Cécile, expérience anarchiste ratée, dans le sud du Brésil. Au début du XXe siècle, elles s'étaient multipliées : La Grève (sous la direction d'Elisio de Carvalho), L'Ami du peuple (sous la direction de Neno Vasco), Le Libre penseur (sous la direction d'Everardo Dias) et Terre Libre (sous la direction d'Edgar Leuenroth). Quelques-unes de ces publications étaient même écrites en italien, comme L'Avanti (sous la direction de Vincenzo Vacirca) et La Battaglia (sous la direction d'Oreste Ristori).

Le gouvernement expulsa Vincenzo Vacirca, Oreste Ristori ainsi que quelques autres immigrants parmi les plus combatifs. Parmi eux, l'Italien Edmondo Rossoni qui, plus tard, devint ministre d'Etat de Mussolini...

L'expulsion des anarchistes venus de l'étranger n'entraîna pas la fin de l'anarchisme au Brésil : la semence qu'ils avaient apportée porta ses fruits. L'anarchisme était devenu un puissant courant dans la vie politique de la gauche brésilienne. Il recevait les livres de Kropotkine, de Bakounine, de Proudhon, de Malatesta et d'Elisée Reclus. Il s'efforçait de les unifier et de les mettre en pratique.

Les rapports entre les anarchistes et les sociaux-démocrates étaient tantôt de sympathie et de compréhension réciproque, tantôt de méfiance et de critique amère. L'avocat Evaristo de Moraes travaillait pour le rapprochement des deux orientations, mais quelquefois les polémiques éclataient; elles étaient inévitables.

Lorsqu'il écrivait sur l'anarchisme, à Rio, dans L'Ami du Peuple, par exemple, l'anarchiste Anatolio Gaio disait : "Contrairement à ce qui s'est passé avec le socialisme, l'anarchisme a été commencé ici par des gens sincères et honnêtes. D'ailleurs, il n'est pas facile de le corrompre et de le mettre au service des finalités mercenaires." (14 mai 1904.)

Dans la Tribune du peuple - que Mariano Garcia dirigeait à Rio de Janeiro -, l'éditorial faisait par contre la propagande du socialisme et critiquait les anarchistes : "Nous n'apporterons pas à nos pages la haine aveugle qui s'empare des individus qui n'ont pas réussi à surmonter les préjugés et les vices de la société actuelle." (18 mars 1909.)

*

L'enthousiasme et la combativité des anarchistes n'étaient pas suffisants pour hausser le niveau d'efficacité de leur action.

Idéologiquement, la confusion des anarchistes a toujours été sans pareille. Parmi eux, on trouvait des matérialistes vulgaires, des chrétiens hétérodoxes, des agnostiques et même des Kardecistes. Leur unité était la lutte contre l'Eglise catholique : c'était tous des anticléricaux.

Le Libre Penseur, par exemple, portait comme devise : "A bas le Vatican !". Il faisait d'ailleurs la chronique des scandales où figuraient quelques prêtres libertins ou quelques moines pervertis, il dénonçait les mœurs dissolues du clergé.

Parfois la polémique anticléricale des anarchistes prenait un aspect extraordinairement ingénu. Alexandre Pujol, par exemple, dans un article publié dans le Libre Penseur, annonça la révélation de la vie privée "ignominieuse" du père Joao Martinho, de Bello Horizonte. Et

pourtant, il n'accomplit pas la révélation annoncée puisque - comme il l'expliqua à ses lecteurs -, il avait reçu un appel de sa "vieille et tendre mère", qu'il ne pouvait pas méconnaître, même si l'obéissance filiale lui embarrassait les pas "sur l'arène de la libre-pensée" (20 juin 1906.)

Les insuffisances de la perspectives anarchiste se sont montrées avec plus de clarté à l'occasion précisément de l'apogée de l'anarchisme au Brésil : au moment de la grande grève des ouvriers de Sao Paulo, en 1917. Avec la croissance de l'industrie, on voyait grandir le nombre des ouvriers. En 1907, il y avait dans le pays 3.258 usines comptant 150.000 ouvriers. En 1920, il y en avait 13.336 avec 276.000 ouvriers. Presque 6.000 fabriques sur 13.336 furent créées de 1915 à 1919. La guerre de 1914-1918 stimula l'industrie de l'alimentation, qui contribua pour 40% de l'exportation brésilienne. Les salaires des ouvriers, cependant, ne suivaient pas la hausse du coût de la vie.

Les ouvriers de Sao Paulo étaient particulièrement mécontents et plusieurs grèves éclatèrent. En juin 1917, lors d'une manifestation des ouvriers de l'industrie de la chaussure, les gendarmes tuèrent Antonio Martinez : la grève générale éclata. Les dirigeants du mouvement créèrent un Comité de défense des ouvriers. Le 14 juillet, quelques journalistes organisèrent une réunion entre dirigeants de l'industrie et dirigeants des ouvriers, qui étaient Antonio Candeias Duarte, Francisco Cianci, Rodolfo Felipe, Gigi Damiani, Teodor Municell et Edgar Leuenroth. L'industrie et le gouvernement acceptèrent les revendications des ouvriers et la grève s'acheva par une victoire : hausse de 20% sur les salaires, liberté pour les grévistes emprisonnés, garantie du droit d'association des travailleurs.

Bien qu'il ait été un grand progrès dans l'éducation politique de la classe ouvrière, le mouvement victorieux de 1917 à Sao Paulo n'a pas entraîné pour autant l'organisation politique efficace des ouvriers. Cette insuffisance, d'ailleurs, fut exploitée par la répression. En effet, après l'accord et le retour des ouvriers au travail, le gouvernement de Sao Paulo fit écrouer les dirigeants anarchistes de la grève.

*

Le mouvement ouvrier fut frappé par une vague de répression de 1917 à 1924. Et ce fut pendant cette répression - dont les conséquences ont été très profondes - qu'on lut ici les nouvelles de la Révolution d'Octobre en Russie.

Elles étaient d'ailleurs très confuses. Les journaux parlaient de Lénine, naturellement, comme s'il était un agent allemand. O Combate, le 27 juin 1917, écrivait : "L'agitateur Lénine, accusé d'être un espion allemand, s'est présenté à la prison." A Epoca du 1er octobre 1917 annonçait : le gouvernement russe a emprisonné "le traître Lénine", "chef des belcheviks", "un parti anarchiste". Le Correio da Manhã expliquait : "Le célèbre agitateur Lénine est mort depuis 1916 en Suisse. Le pseudo Lénine, qui fait maintenant l'agitation en Russie, n'est qu'un certain Zaberlun, ancien ami de Lénine."

Le 12 novembre, O Pais écrivait : "Monsieur Lénine se reconnaît incapable de faire face aux forces considérables de Monsieur Kerenski." Et A Noite ajoutait que Lénine avait trouvé asile dans une ambassade étrangère.

Même en janvier 1918, la Revista das Revistas parlait de Lénine comme d'un fou et disait qu'en cas de défaite de Kerenski, "la seule

solution pour la Russie était la dissolution". Les intellectuels conservateurs parlèrent beaucoup de la "tragédie russe". L'écrivain catholique Jackson de Figueiredo écrit en 1919 : "La première vague de l'immense tragédie se haussa dans le mystérieux empire de Moscou et, maintenant, elle menace d'invasion toute l'Europe." Le chroniqueur Joao do Rio revint d'Europe avec quelques pages où les bolcheviks étaient décrits comme des "bandits épileptiques".

Quelques intellectuels progressistes cependant sympathisaient avec le nouvel Etat soviétique. Le romancier mulâtre, Lima Barreto (1881-1922) par exemple. Et Cristiano Cordeiro, Afonso Schmidt, Rodolfo Coutinho, Domingos Ribeiro Filho, Evaristo de Moraes, Luiz Palmeira, Agripino Nazareth. Les députés Nicanor Nascimento et Mauricio Lacerda applaudirent la révolution russe mais furent expulsés du Parlement.

Les événements de la Russie éveillaient parmi les intellectuels l'intérêt et amenaient à étudier le marxisme. Dans une polémique contre Barreto Campelo, en 1920, l'avocat Joaquim Pimenta citait Marx, Engels, Kautsky et Franz Mehring pour démontrer que le marxisme ne réduisait pas tous les phénomènes de la vie sociale à l'économie. Et Pontes de Miranda, professeur de droit, de tendance néo-positiviste, écrivait dans son livre La Sagesse des instincts (1921) que le socialisme n'avait rien à faire de l'anarchisme puisque celui-ci n'était qu'un "idéal bourgeois, produit de l'individualisme".

Mais la différence n'était pas claire pour tout le monde. Nous avons vu que l'Epoque considérait les bolcheviks comme "un parti anarchiste". En 1918, quelques anarchistes de Rio de Janeiro et de Sao Paulo fondèrent un Parti communiste libertaire, qui eut une courte vie.

Peu à peu, toutefois, les ouvriers d'avant-garde étaient mieux renseignés. En août 1919, l'hebdomadaire Spartacus publia le Message aux travailleurs américains de Lénine. En novembre 1919, L'Heure sociale publia le texte de la première Constitution de l'Union Soviétique. En mars 1921, l'Avant-Garde publia le discours de Clara Zetkin au Congrès de Tour (congrès qui vit la naissance du Parti communiste français).

L'Avant-Garde de Sao Paulo commença à publier en 1919 le Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, mais ce ne fut seulement qu'en 1923 qu'il réussit à faire paraître au Brésil le Manifeste, intégralement traduit par Otavio Brandao. A ce moment-là, d'ailleurs, le Parti communiste brésilien (P.C.B.) existait déjà.

*

Le 25 mars 1922 eut lieu le Congrès de la création du P.C.B. Le Parti comptait alors soixante treize membres.

Plusieurs dirigeants significatifs du mouvement ouvrier n'avaient pas accepté le communisme : Florentino de Carvalho, José Oiticica, Fabio Luz, Carlos Dias, Antonio Campos, Edgar Leuenroth, Everardo Dias, Adelino Pinho, Pedro Matera, Manuel Perdigo et d'autres.

Le Congrès cependant accepta les vingt et une conditions de l'admission à l'Internationale communiste. Parmi les neuf délégués qui avaient organisé ce congrès, huit étaient ex-anarchistes : le coiffeur Abilio de Nequete, le fonctionnaire de l'Etat Cristiano Cordeiro, l'électricien Hermogenio Silva, l'ouvrier graphique Joao da Costa Pimenta, le tailleur Joaquim Barbosa, le fonctionnaire de l'Etat José Elias da Silva, l'ouvrier de l'industrie des balais Luis Peres et le journaliste Astrojildo Pereira. Le tailleur espagnol Manuel Cendon, seul, était un ex-socialiste.

Le P.C.B. envoya un délégué au IV^e Congrès de l'Internationale communiste, en Union Soviétique (nov.-déc.1922), Antonio Bernardo Canellas. C'était également un ex-anarchiste. Il discuta avec Trotsky qui l'appela ironiquement "le phénomène d'Amérique du Sud".

Canellas revint au Brésil sans avoir réussi à faire inscrire le PCB dans l'Internationale. Dans son rapport à la direction du Parti, il reconnut que les communistes brésiliens "n'étaient pas des érudits de la théorie marxiste". Il reconnut aussi que la direction de l'Internationale avait raison lorsqu'elle critiquait les traits anarchistes du nouveau parti. Il protesta pourtant contre la comparaison qu'elle faisait des communistes brésiliens avec les "vulgaires sociaux-démocrates". Il était convaincu d'ailleurs que la direction de l'Internationale sous-estimait l'Amérique du Sud.

La direction du P.C.B. n'était pas d'accord avec Canellas, croyant que la reconnaissance de l'Internationale était plus importante que la discussion proposée par Canellas. Elle envoya donc à Moscou, en 1924, Astrojildo Pereira et Rodolfo Coutinho, qui réussirent à faire admettre le P.C.B. au sein de l'Internationale

*

La création du P.C.B. tonifia le marxisme comme force historique. Elle n'entraîna pas cependant, de suite, une élévation de niveau de la philosophie marxiste.

Le nouveau parti restait faible, il ne grandissait que lentement. L'époque était mauvaise.

Astrojildo Pereira était devenu le secrétaire général du P.C.B. Dans son livre, Formation du P.C.B., il raconte les événements des années vingt, les difficultés de l'activité révolutionnaire. A l'occasion du deuxième congrès du P.C.B., en 1925, le Parti n'avait pas plus de trois cents membres.

Le léninisme - dont le Parti était l'interprète autorisé - eut bientôt quelques conséquences fondamentales sur le plan de la vie politique de la gauche : on dû envisager d'une façon entièrement nouvelle le problème de l'organisation de l'avant-garde du mouvement ouvrier. L'anarchisme disparut presque pendant plusieurs décennies.

Le P.C.B. était devenu le centre le plus actif de la solidarité avec l'Union Soviétique devant les menaces et l'intervention de ses ennemis. Un communiste, Otavio Brandao, publia en 1925 un livre, La Russie prolétarienne, qui faisait la propagande du premier Etat socialiste ouvrier de l'Histoire. Le livre était naïf. Un autre ouvrage sur le même sujet, paru au Portugal la même année, La Russie des soviets, écrit par un ami de Jules Humbert Drosz (J. Carlos Rates), était bien plus solide et moins rhétorique que celui de Brandao. Bien que naïf, pourtant, le travail pionnier de Brandao suscita une réplique enragée de José Caetano de Faria : un très mauvais livre, La Faillite de la Russie prolétarienne.

L'Union Soviétique et Lénine étaient devenus les symboles de l'enfer et du diable aux yeux des conservateurs. Mattos Pimenta - qui n'était pas obtus et eut même une position politique courageuse dans la lutte contre les trusts nord-américains à propos du pétrole brésilien - écrivit dans le Journal du Brésil, le 27 août 1927, que Lénine était un ignorant et qu'il avait publié un livre dont "le titre était la preuve convaincante de sa confusion : Que faire ?".

A la mort de Lénine, un article nécorlogique paru dans le journal de gauche de la section syndicale, La Nation (article signé P.C.) disait: "Les crétins bourgeois pensent avec joie que ta mort, camarade Lénine, représente la fin des luttes ouvrières. Ils n'ont pas lu Marx comme toi, camarade. S'ils le faisaient, ils n'auraient aucune raison de se réjouir."

Pourtant, Lénine était le dirigeant de la Révolution d'Octobre, le fondateur de la IIIe Internationale, le créateur de l'Etat soviétique, mais il n'était pas encore bien connu dans sa pensée théorique plus générale, on ne connaissait guère la portée de sa contribution à la philosophie marxiste.

Non seulement pour les marxistes brésiliens, mais pour tous les marxistes d'Amérique Latine, c'était presque impossible, dans les conditions des années vingt, de comprendre l'apport de Lénine à la philosophie marxiste, les fondements dialectiques de la redéfinition léniniste du rôle du sujet et de l'initiative dans l'histoire et la révolution. Au Mexique, par exemple, on peut trouver un intellectuel marxiste comme Rafael Niton (1884-1926), mais on ne trouve dans son oeuvre aucun trait d'une connaissance profonde de la pensée de Lénine. Au Chili aussi, on a un dirigeant révolutionnaire et un penseur socialiste comme Luis Emilio Recabarren (qui s'est suicidé en décembre 1924), qui connaissait les dirigeants de la IIIe Internationale, qui avait fondé le Parti ouvrier socialiste du Chili en 1912, qui avait été en Union Soviétique et avait fondé le Parti communiste du Chili, mais on ne trouve pas chez ce marxiste un élément nous permettant de lui assigner une perspective philosophique léniniste.

Est-ce qu'on trouve une exception dans l'action et la pensée de José Carlos Mariategui (1895-1930), le fondateur du Parti communiste du Pérou ? Avec Mariategui, nous avons, bien sûr, un ensemble très heureux de circonstances fortuites. Il a pu connaître quelques-uns des vrais problèmes posés par la philosophie de Lénine étant en Europe de 1919 à 1923. Lorsqu'il revint au Pérou, en mars 1923, il avait étudié la théorie et la pratique du marxisme-léninisme dans les conditions de la création du Parti communiste italien par Gramsci et Togliatti. Il avait également subi l'influence de Sorel et même de Nietzsche. Mais il faut reconnaître l'essence du marxisme-léninisme dans la fusion, faite par Mariategui, de la théorie universelle, rigoureuse, "européïsante", avec son application créatrice à l'analyse de la société péruvienne.

Dans le Brésil des années vingt, on ne trouve aucun phénomène semblable à celui de Mariategui : dans la vie spirituelle de cette époque, chez nous le marxisme-léninisme a dû se frayer une voie beaucoup plus humble.

* * *

FORMATION DU PARTI COMMUNISTE BRÉSILIEN

A la différence de beaucoup de partis communistes européens ou latino-américains, le P.C.B. n'est pas né d'une scission de la social-démocratie. Il n'y avait pas au Brésil, avant sa fondation, un parti socialiste, comme en France, en Italie ou en Argentine, par exemple; les tentatives antérieures en vue d'organiser un parti socialiste, oeuvres d'intellectuels en général, avaient toutes échouées.

A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, au Brésil, le mouvement révolutionnaire et prolétarien était entièrement influencé par l'anarcho-syndicalisme; c'était là le reflet du retard général du pays et en particulier de son faible développement industriel. Cependant des luttes importantes avaient pu, à l'époque, être menées dans le pays pour la journée de 8 heures, contre le service militaire obligatoire, pour la défense de la Paix, etc...

Mais l'idéologie anarchiste - et la répression systématique menée par les classes dominantes contre les militants ouvriers - constituaient un lourd héritage, tant en ce qui concerne les cadres révolutionnaires que les méthodes d'organisation.

Ce n'est qu'après la fin de la première guerre mondiale que furent réunies, sur le plan objectif comme sur le plan subjectif, les conditions nécessaires à la constitution d'un parti révolutionnaire. La rapide croissance du nombre d'ouvriers dans l'industrie brésilienne, les nombreuses grèves des masses et l'agitation politique parmi les travailleurs entre 1917 et 1920 - et aussi l'exemple des grandes vagues révolutionnaires qui se développèrent dans le monde entier après la victoire de la révolution d'Octobre 1917 - permirent à l'avant garde du mouvement ouvrier brésilien de prendre conscience de l'insuffisance et de l'étroitesse de l'idéologie anarcho-syndicaliste.

1. LA FONDATION DU PARTI

Le P.C.B. (1) fut fondé le 25 mars 1922, au cours d'un Congrès, convoqué dans ce but. Les participants de ce Congrès étaient venus de différentes régions du pays et représentaient des groupes révolutionnaires jusqu'alors dispersés et sans coordination entre eux sur le plan national.

Mais peu de temps après sa fondation, le P.C.B. fut mis hors la loi.

La clandestinité et la répression - qui furent une donnée constante de la vie du Parti presque tout au long de ses 52 ans d'existence - l'empêchèrent alors de prendre la physionomie d'une véritable organisation marxiste léniniste.

Au cours de ces premières années le travail du Parti fut presque exclusivement limité à l'action syndicalé, à la diffusion des idées du marxisme léninisme, à l'installation des organisations de base du parti dans l'ensemble du pays, avec une participation seulement épisodique à la vie politique nationale. Mais l'effort nécessaire pour analyser la réalité nationale brésilienne est resté très insuffisant : c'est pourquoi, à cette époque, la politique du Parti s'est le plus souvent résumée à la répétition des thèses sur les pays semi-coloniaux qui avaient été adoptées par le Congrès de l'Internationale Communiste. Ceci dura jusqu'à la grande crise économique de 1929-30.

2. LA POLITIQUE DU P.C.B. DANS LES ANNEES D'ASCENSION DU FASCISME ET DE LA PREPARATION DE LA 2ème GUERRE MONDIALE.

En 1930, le mouvement armé dirigé par Getulio Vargas, fort de la participation d'un nombre important de jeunes officiers et bénéficiant d'un très large appui populaire, prit la direction des affaires du pays; il modernisa les institutions politiques et, sous la pression des masses, accorda aux travailleurs quelques avantages économiques et politiques. Ce mouvement avait un caractère à la fois réformiste et conservateur et, malgré le romantisme révolutionnaire petit bourgeois de quelques uns des jeunes officiers qui y jouèrent un rôle actif, ce furent les idées des forces politiques les plus réactionnaires qui eurent le dessus. Les petites concessions faites au prolétariat furent accompagnées de mesures de répression très dures contre les communistes et les autres forces progressistes ou démocratiques.

Malgré cela, le bilan de cette période fut positif: l'immense mouvement de masse qui accompagna le changement de gouvernement de 1930 donna au Brésil un nouveau visage politique; les luttes de classes prirent une plus grande envergure et le pays se rapprocha du niveau des grands combats sociaux qui secouèrent le monde dans l'entre deux guerres. La classe ouvrière mena au début des années 30 d'importantes luttes revendicatives et politiques.

Mais le Brésil n'échappa pas à l'avalanche contre révolutionnaire de type fasciste qui s'abattit sur le monde après la prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne. Un parti fasciste (l'Action Intégraliste) fut organisé dans le pays et reçut l'appui des secteurs les plus réactionnaires des classes dominantes, du gouvernement et des forces armées.

Cette situation conduisit le P.C.B. à multiplier ses efforts pour organiser un large front anti-impérialiste et anti-fasciste. Ces efforts mêmes se traduisirent par l'accroissement de son influence politique.

L'adhésion de Luis Carlos Prestes, qui date de ce moment, contribua également à l'élargissement de l'influence du Parti. Prestes avait été, en 1924, un des jeunes officiers qui s'étaient soulevés contre le gouvernement. Pendant trois ans (1924-1927) à

la tête d'une colonne de guérilleros, il tint tête à des forces de beaucoup supérieures en nombre, parcourut presque 30.000 Km, traversant les forêts, les fleuves et les plaines; pendant cette longue marche, en contact intime avec le peuple, Prestes comprit que seuls des changements radicaux, révolutionnaires, pourraient libérer les masses opprimées du Brésil. Son prestige et son influence grandirent, c'est pourquoi son adhésion au P.C.B. a revêtu une aussi grande importance.

L'année 1935 marque une étape importante de la vie du P.C.B. Cette période est caractérisée par la baisse de prestige de Vargas et par la montée des forces anti-fascistes. Le Parti cessa d'être une petite organisation qui n'agissait presque exclusivement qu'à travers le mouvement syndical; il devint une force politique nationale. S'inspirant de la tactique du Front Unitaire élaboré par l'I.C., le Parti anime la création de l'Alliance Nationale de Libération. L'A.N.L. présenta, pour la première fois dans l'histoire du Brésil, un programme agraire et anti-impérialiste. Elle proposait la formation d'un bloc des forces révolutionnaires capables de prendre le pouvoir politique pour liquider l'oppression du capitalisme international et des grands propriétaires terriens.

Ainsi le P.C.B. fit un pas décisif pour unir étroitement la lutte de la classe ouvrière aux batailles décisives de la vie nationale; il jetait ainsi les bases politiques d'une solide alliance de toutes les forces intéressées par un changement radical de la société brésilienne. C'était une victoire contre l'économisme qui avait caractérisé toute la première période de son histoire, une victoire contre cette conception étroite de la lutte des classes faussement limitée à celle du travail et du capital sur le seul terrain de la production industrielle.

Politiquement inexpérimentée, incapable de proposer une autre alternative à la lutte des masses, l'A.L.N., en novembre 1935, déclenche, en réponse à la politique réactionnaire du gouvernement Vargas, un mouvement armé dans le Sud et le Nord-Est du pays. Ce mouvement resta limité au soulèvement de quelques unités militaires et fut rapidement liquidé. Il s'ensuivit, dans tout le pays, une répression brutale et féroce. Des milliers de citoyens sont arrêtés, torturés, condamnés et assassinés. Le P.C.B. fut diversement atteint; Luis Carlos Prestes fut arrêté et condamné; sa femme, une communiste allemande, Olga Benario fut livrée, enceinte, à Hitler; elle allait mourir dans un camp de concentration nazi où naquit sa fille, qui fut plus tard rachetée par la famille parternelle grâce à un mouvement de solidarité internationale.

La défaite de 1935 met fin à une importante période de la vie du P.C.B. En 1937 un coup d'état installe au Brésil une dictature du type fasciste. Malgré la répression violente, le Parti va continuer sa lutte, dans les conditions difficiles d'un régime policier; il cherchera à ne pas perdre ses liens avec le mouvement de masses mais son activité restera très limitée.

3. ACTIVITES DU P.C.B. PENDANT LA 2ème GUERRE MONDIALE ET DANS L'APRES GUERRE IMMEDIAT

Après l'entrée des Etats-Unis dans la guerre Vargas ne peut éviter que le Brésil d'allie aux puissances anti-hitleriennes. La déclaration de guerre du Brésil aux pays de l'Axe crée de meilleurs conditions pour l'activité du Parti communiste et des organisations démocratiques. Stimulés par le Parti les travailleurs

les étudiants et les intellectuels se lancent à fond dans une mobilisation populaire pour l'effort de guerre. Ceci ne se fit pas sans difficultés, du fait, en particulier, de l'absence des libertés fondamentales dans le pays. Mais, persévérant avec courage, les communistes réussirent à créer un vaste mouvement populaire favorable à la participation effective du Brésil dans la guerre.

Le P.C.B. était convaincu que le régime dictatorial de Vargas - l'"Etat nouveau" - ne résisterait pas à la défaite du nazisme à condition que le pays soit réellement engagé dans la guerre y compris jusqu'à l'envoi de forces armées en Europe. La suite des événements prouva que cette appréciation était juste, contrairement à l'opinion qui prévalait alors dans le camp des opposants au dictateur brésilien. Les victoires de l'armée rouge et des armées alliées, la résistance dans les pays occupés et la lutte mondiale des peuples contre le fascisme eurent une répercussion profonde au Brésil, stimulant le mouvement des masses et favorisant l'action des antifascistes: à la fin de la guerre, le P.C.B. était réorganisé sur tout le territoire national .

Avec l'amnistie générale pour tous les détenus politiques et la conquête des libertés publiques, au commencement de 1945, le P.C.B. apparut comme une grande organisation dans tout le pays. De 4000 le nombre de ses militants passa rapidement à une centaine de milliers. Aux élections de l'Assemblée Constituante, en novembre 1945, 15 communistes sont élus et le Parti est majoritaire dans les principales villes du pays: Rio de Janeiro, São Paulo et Recife. Le candidat communiste à la Présidence de la République obtint 10% des voix de tout le pays.

Mais, dès le commencement de la guerre froide, en 1947, le gouvernement condamna le P.C.B. à l'illégalité et annula le mandat de ses parlementaires. Ainsi après une courte période de 2 années d'action légale, recommença une nouvelle période de clandestinité.

Des poursuites sont engagées contre les communistes, les mouvements ouvriers et paysans et tous les démocrates. Cependant la droite ne réussit pas à faire abolir la Constitution de 1946, qui, malgré ses limitations, reflétait les aspirations démocratiques exprimées par le peuple brésilien au lendemain de la guerre. Profitant de cette situation, le Parti commence à unir les formes d'activités légales à l'activité illégale: il impulse d'importantes luttes de masses en faveur des droits et des revendications des travailleurs, pour la défense des libertés démocratiques et contre la politique de soumission du gouvernement à l'égard de l'impérialisme nord américain. On peut citer, comme exemple de ces luttes de masse, la campagne contre la vente du pétrole aux monopoles étrangers, les grandes grèves ouvrières de 1954-55, la collecte de près de 5 millions de signatures pour l'appel de Stockholm et la lutte contre l'envoi d'un contingent brésilien en Corée.

Cependant, après sa mise hors la loi, en 1947, un certain nombre de phénomènes négatifs apparaissent dans la vie interne et la politique du Parti. Un déclin du centralisme démocratique s'accompagne du culte de la personnalité, avec comme conséquence un affaiblissement de la capacité critique et créatrice des communistes brésiliens; la politique du Parti est marquée par le dogmatisme, par des conceptions sectaires ou des idées simplistes comme celle de la prise du pouvoir par un coup d'état. Cette situation fut redressée après la dénonciation du culte de la personnalité au XXe Congrès du P.C. de l'Union Soviétique. Le P.C.B. repousse alors les thèses générales et abstraites et

commence à faire une étude concrète de la réalité du pays et en même temps qu'il se livre à une critique sévère les positions dogmatiques qu'il avait adoptées auparavant.

Au début de 1958, les communistes brésiliens étaient en condition de corriger beaucoup des erreurs commises sur les plans idéologique, politique et d'organisation. Le changement de la politique du Parti, confirmé par le Ve Congrès en 1960, ouvrit pour les communistes de grandes possibilités d'action. A partir de ce moment le P.C.B. prend sa place dans le mouvement national en faveur du développement indépendant du pays et contribue d'une manière décisive à donner à ce mouvement un contenu anti-impérialiste, populaire et démocratique. Grâce à son influence et à son autorité auprès des masses, le Parti réussit à intégrer les secteurs les plus organisés et les plus progressistes de la classe ouvrière et des autres couches laborieuses dans le mouvement de défense de l'indépendance nationale. Ainsi, après 1958, le Parti rompit avec la conception volontariste et erronée de la révolution par un coup d'état. Les communistes purent ainsi reprendre leur rôle d'avant garde, de force dirigeante, d'une façon permanente et non plus seulement épisodique.

4. CHANGEMENT DE POLITIQUE DU P.C.B. DANS LES ANNES 50

Cette correction de la ligne du Parti se traduisit par une croissance rapide de son influence politique. La situation au Brésil, depuis les événements de 1954-55, était favorable au mouvement démocratique et anti-impérialiste. On le vit clairement lorsqu'après le dramatique suicide de Vargas, en Août 54, une large union des forces du centre et de la gauche réussit à faire échouer les plans putschistes de la droite et à maintenir les années suivantes un régime démocratique relativement stable. Une nouvelle tentative de putsch put encore être mise en échec en 1960. après la démission du Président Janio Quadros et son remplacement par Joao Goulart. L'installation de ce dernier à la Présidence, obtenue grâce à une lutte populaire intense contre les généraux fascistes qui voulaient s'emparer du pouvoir, représenta un sérieux échec pour le droit et ouvrit la possibilité de grands progrès pour les forces démocratiques, populaires et anti-impérialistes.

Certains succès importants furent alors obtenus par les masses, grâce à l'action du P.C.B. Mais les possibilités ouvertes par la nouvelle situation ne furent pas toutes transformées en succès. L'action du Parti se heurta plusieurs fois, au cours de cette période, à la force d'inertie des anciennes idées, qui étaient encore fortement enracinées au sein même du Parti. Après les victoires remarquables obtenues par les forces populaires au cours des trois années du gouvernement Goulart, les communistes et leurs alliés, au lieu de consolider leur organisation et renforcer ainsi le mouvement démocratique, prirent à la fin de 1963 et au commencement de 1964 le chemin des "solutions radicales", toujours supérieures aux possibilités de la lutte des masses. Ceci fut aggravé par le fait que le Parti se montra plusieurs fois incapable de discerner les différences existant entre les forces du centre et celles de la droite, menant contre elles un même combat. Comme cela arrive toujours, ces tentatives de radicalisation de la lutte, ne correspondant pas à une analyse réelle des forces, aboutit à affaiblir le bloc anti-impérialiste, jeta le trouble dans les rangs des forces nationales et démocratiques et permit l'isolement du Parti, dont s'écartèrent d'importants secteurs de la population, notamment dans les couches moyennes urbaines et rurales. Ainsi était facilité le succès du putsch de

1964 dirigé par l'extrême droite et préparé minutieusement par la réaction à l'extérieur et à l'intérieur du pays.

Avec le renversement du gouvernement Goulart qui était soutenu par les masses populaires, se termine d'une façon négative une période importante de la lutte du peuple brésilien. Et le coup d'état militaire d'avril 64 est le premier d'une série de putschs militaires et fascistes, appuyés par l'impérialisme, et qui vont s'abattre successivement sur la Bolivie, sur l'Uruguay et sur le Chili.

Mais si, d'un côté, les putschs fascistes en Amérique Latine, font clairement apparaître les faiblesses et les erreurs de forces révolutionnaires, ils montrent aussi, d'un autre côté, que les forces réactionnaires n'ont pas d'autres perspectives que l'installation de dictatures fascistes. Il ne faut pas voir seulement dans les coups d'état ce qu'ils impliquent de négatif pour le mouvement révolutionnaire; il faut comprendre aussi la situation historique dont ils sont l'expression: c'est parce que les forces révolutionnaires sont assez puissantes pour présenter une alternative réelle dans le sens des transformations sociales radicales, parce qu'elles pouvaient, en allant un peu plus loin, leur donner une réalité concrète, que la contre-révolution a été obligé de supprimer les formes classiques de la démocratie bourgeoise et d'imposer une dictature fasciste.

Le jugement du P.C.B. sur la défaite de la démocratie en 1964 peut être résumé ainsi: les communistes étaient insuffisamment préparés, sur les plan politique et idéologique. A cause des conceptions putschistes qui prédominaient dans leurs rangs, comme d'ailleurs dans toute la gauche brésilienne, ces conceptions conduisaient à des illusions de classe et entraînaient une politique d'alliances erronées qui eurent des conséquences fatales sur le terrain de la stratégie et de la tactique du prolétariat.

5. LE P.C.B. APRES LE COUP D'ETAT MILITAIRE DE 1964.

Dans l'article de Simão Bonjardim, publié dans ce même numéro d'Etudes brésieliennes, on trouvera des informations plus détaillées sur l'activité du P.C.B. après le coup d'état de 1964. Dans le présent travail sont signalés seulement les éléments de continuité historique de l'activité des communistes, avant et après l'implantation du régime militaire fasciste au Brésil.

Gravement atteint par le coup d'état de 1964, le Parti chercha d'abord à se réorganiser sur le plan national et à reconstruire dans la clandestinité tous ses organes de direction. La tenue du VIe Congrès National, en 1967, dans les conditions difficiles de la répression fasciste, fut une preuve du succès de ses efforts dans ce sens.

Le Parti a compris dès le début qu'à la différence des coups d'état précédents, le coup d'état militaire de 1964 avait profondément modifié le régime politique du pays. Le VIe Congrès approfondit l'analyse du régime dictatorial et en tira comme conséquence un appel à toutes les forces démocratiques et patriotiques et à tous les courants de l'opposition, quelques fussent leurs divergences idéologiques, pour une large union dans un front anti-dictatorial.

10 ans après le putsch le Comité Central est arrivé à la conclusion que "le régime avait évolué d'une dictature militaire réactionnaire à une dictature militaire de caractère fasciste". Face à cette situation, le Parti propose que toutes les forces

victimes de la dictature s'unissent sur un ample front patriotique antifasciste. Il adresse un appel particulier à la classe ouvrière car c'est de sa combativité que dépendra la progression du front unique antifasciste et le renversement de la dictature.

Malgré les coups subis au cours des 10 dernières années, le Parti a joué un rôle important pour l'unité des forces anti-dictatoriales, résistant aux tendances, au désespoir, à l'aventure ou à la passivité. Il cherche à organiser la résistance des masses autour des questions bien contrées et à faire converger les luttes vers une lutte commune contre la dictature.

Pour mettre cette politique en pratique, les communistes ont mené et continuent à mener - dans le Parti et hors du Parti - un combat opiniâtre contre les positions politiques et les courants idéologiques gauchistes, qui prétendent renverser la dictature par des actions isolées des masses. Les différents groupes gauchistes n'ont en réalité pas su se replier d'une façon organisée devant l'offensive de la contre-révolution. Ils sont passés du radicalisme verbal à la pratique d'actions isolées des masses qui n'ont en rien contribué à affaiblir le régime fasciste. Leur incapacité d'organiser le mouvement des masses dans les conditions difficiles de la répression, a prouvé la fragilité de leurs conceptions.

Le P.C.B. est convaincu que la ligne qu'il a choisie est correcte : il a choisi le travail patient, prudent et difficile de l'organisation du front patriotique contre la fascisme. Il s'agit d'une lutte ardue, qui sera peut-être longue, mais qui conduira inéluctablement à la victoire des forces démocratiques contre la dictature. Et une victoire contre la dictature, dans les conditions actuelles, au Brésil, peut aboutir à une véritable révolution anti-fasciste, qui ouvrira au peuple brésilien les voies de la démocratie, du progrès social vers le socialisme.

x
x x

Commémorant 52 années de luttes incessantes et de dures épreuves, le P.C.B. est fier d'être un solide bataillon du mouvement communiste mondial, fidèle tant aux intérêts nationaux du peuple brésilien qu'à l'internationalisme prolétarien. Il est fier aussi de ses militants et de ses dirigeants, avant garde de la classe ouvrière des travailleurs et du peuple brésilien

Quelques que soient les difficultés qui nous attendent encore nous envisageons l'avenir avec confiance.

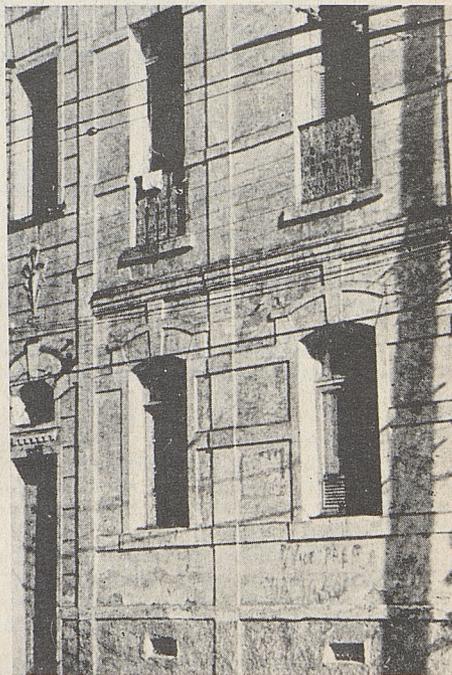
(1) Le nom de P.C.B. a été adopté en 1960, lors du 5e Congrès du Parti, en remplacement de celui de P.C. du B.



Affiches sur Luis Carlos Prestes à Paris en 1936 après son arrestation au Brésil



Olga Benario, femme de Prestes livrée par le gouvernement brésilien aux nazis qui l'ont assassinée à Ravensbruck



Maison où s'est réalisé le 1er Congrès du PCB à Niterói, Rio de Janeiro

L'ÉVÈNEMENT

50 ANNÉES DE LA « COLUNA PRESTES » — LA GRANDE MARCHÉ

Le 28 octobre 1924, à l'extrême sud du Brésil, un soulèvement militaire sous le commandement du capitaine Luis Carlos Prestes donnait naissance au plus extraordinaire épisode de l'histoire brésilienne dans la période de 1922 à 1930, dominée par ce qui a été appelé « le tenentisme ». Prestes, à la tête de ses troupes rejoint les soldats d'un autre militaire révolutionnaire - le général Isidoro Dias Lopes - qui s'était soulevé à Sao Paulo et retiré aux bords du fleuve Parana, à la frontière du Paraguay, après avoir été battu par les troupes fidèles au gouvernement fédéral. Le but des révolutionnaires était essentiellement démocratique et libéral : ils dénonçaient la « vieille république » des oligarques, représentés surtout par les grands propriétaires terriens du café de Sao Paulo et Minas Gerais.

A partir du Parana, Prestes prend le commandement et pendant plus de deux ans - jusqu'à février 1927 - résiste aux troupes fédérales et aux polices des états, réalisant à la tête de ses soldats une marche de plus de 30 000 km et traversant 13 états parmi les 22 de la fédération.

Dans le cadre du « tenentisme », expression d'un radicalisme libéral et petit bourgeois, la Colonne Prestes a une place privilégiée : sa présence dans les coins les plus éloignés du pays a été importante pour la prise de conscience des masses rurales et urbaines, complètement soumises à ce moment à la domination des propriétaires fonciers ; le nom de Prestes même s'est couvert d'un mythe et les gens l'appelaient « le chevalier de l'espoir ».

Dans un moment de l'histoire du Brésil où le prolétariat naissant n'avait trouvé que des formes primaires d'organisation et de lutte, le secteur révolutionnaire du « tenentisme », et surtout la Colonne Prestes, ont sans aucun doute représenté une forme avancée de contestation de la structure socio-politique du pays. Une évolution naturelle a conduit Prestes et un certain nombre de ses camarades de la à adhérer quelques années plus tard au jeune parti communiste, ce qui a donné naissance à une nouvelle étape dans l'organisation de la lutte du peuple brésilien pour la liberté et l'indépendance nationale.

Ouvrages : Lourenço Moreira Lima : A Coluna Prestes - Ed. Brasiliense, S. Paulo, 1928 ; Helio Silva : 1926 - A grande marcha - Ed. Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1965 ; Abgvar Bastos : Prestes e a revolução social - Ed. Calvino, Rio de Janeiro, 1946. João Alberto Lins e Barros : Memórias de um revolucionário, la. parte, Ed. Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1953 ; Jorge Amado : O Cavaleiro de esperança Ed. Victoria, 1956



Commandement de la « Coluna Prestes » : 1 — Djalma Dutra ; 2 Siqueira Campos ; 3 — Luis Carlos Prestes ; 4 — Miguel Costa ; 5 — Juarez Tavora ; 6 — João Alberto ; 7 — Cordeiro de Farias ; 8 — Pinheiro Machado ; 9 — Atanagildo Franca ; 10 — Emilio Miranda ; 11 — João Pedro ; 12 — Paulo da Cunha Cruz ; 13 — Ari Salgado Freire ; 14 — Nelson Machado ; 15 Manoel Lira ; 16 — Sadi Machado ; 17 — Trifino Corrêa ; 18 — Italo Landucci. Photo prise en octobre 1925

ACTUALITÉ EN BREF

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Un miracle pour sauver le « miracle » ?

Le premier semestre de l'année 1974 est terminé avec un bilan assez préoccupant pour l'économie du pays : en premier lieu le taux d'inflation a atteint 20 % pour les seuls six premiers mois de l'année ensuite le commerce extérieur a signalé un déficit de 2 milliards de dollars. Ces problèmes et d'autres qui apparaissent dans le marché de capitaux ont troublé l'atmosphère d'euphorie dans les milieux économiques - financiers et un doute s'installe : est-ce la fin du « miracle économique ? » est-ce la fin de la croissance annuelle de 10 % dans le PIB qui prévalut dans les années 1968-1973 ?

Pour le nouveau ministre de l'économie, Mario Henrique Simonsen, il s'agit de « réflexes » d'adaptation de l'économie brésilienne à la nouvelle situation mondiale ». Le gouvernement du général Geisel compte faire face aux difficultés avec le maintien de la politique de blocage des salaires, augmentation de l'exportation et l'attraction de nouveaux capitaux étrangers (emprunts et investissements). Pour ce qui est de la politique du pétrole il prétend briser le monopole d'état pour l'exploration et la production, pour compenser le déficit attendu dans ce secteur pour l'année (de 2,5 à 3 milliards de dollars).

Il est évident que les solutions avancées ne viennent pas à la rencontre des problèmes. Il ne faut pas rappeler les effets d'une telle politique pour les masses des travailleurs, dont les conditions de vie se dégradent de plus en plus. Mais pour les buts mêmes poursuivis par la dictature, c'est-à-dire, pour transformer le caractère de l'économie du pays, de simple exportateur de produits primaires à exportateur de produits industriels les résultats sont mélancoliques. En effet, les mesures avancées ne diffèrent guère de celles qui ont été suivies par l'équipe antérieure du général Médicis et son ministre Delfim Netto. Elles n'ont pas conduit jusqu'à présent qu'un cercle vicieux de dépendance croissante vis-à-vis des monopoles impérialistes. Les déséquilibres dans le marché mondial ne permettent pas d'attendre, bien au contraire, une amélioration de la situation pour les pays dépendants. La dette extérieure du Brésil qui avait dépassé 15 milliards de dollars l'année 1973 devra arriver, ou peut être dépasser les 20 milliards. Cela, accru l'accélération du taux d'inflation interne, ne laisse prévoir rien de favorable pour la santé du « miracle ».

ÉPIDÉMIE DE MÉNINGITE

10 772 cas de méningite avec plus de 1 000 morts, voilà les chiffres officiellement avoués pour les 7 premiers mois de l'année 1974. (Le Monde 9/8/1974). Ces chiffres semblent pourtant bien au-dessus de la réalité puisque seulement pour la ville de São Paulo on comptait le 6 août 1 618 personnes hospitalisées (Jornal do Brasil 7/8/1974), l'épidémie s'étant répandue dans tout l'état de S. Paulo et à Brasília, Rio de Janeiro, Parana et Rio Grande de Sul. La situation s'est révélée si alarmante que les autorités de l'Uruguay ont décidé au début du mois d'août de fermer les frontières avec le Brésil. Cette mesure, suspendue 48 heures après, a été remplacée par une vigilance sanitaire rigoureuse à la frontière et aux aéroports (Le Monde, 6/8/1974).

L'étendue de l'épidémie est difficile à évaluer en raison de la censure imposée à la presse mais les seules données connues révèlent la faillite des services sanitaires brésiliens et le rôle de la promiscuité dans les bidonvilles des grandes villes. C'est en effet parmi les habitants des bidonvilles et surtout les enfants que l'on enregistre la plupart des cas de maladie.

Scientifiques brésiliens :

Inquiétude sur la dépendance technologique vis-à-vis
de l'étranger et sur la destruction de la nature ...

Plusieurs centaines de scientifiques brésiliens ont participé au mois de juillet dernier à la 26^{ème} réunion annuelle de la Société brésilienne pour le progrès de la Science à Recife. En plus des nombreuses séances sur les différentes disciplines - la SBPC rassemble les chercheurs, enseignants et étudiants en Sciences humaines, Sciences exactes et technologie : un certain nombre de séances ont été réservées à l'étude et la discussion de problèmes d'intérêt général. La plus importante d'entre elles a été le symposium sur « Sciences et développement » dont les conclusions ont servi de base à un long document, approuvé en assemblée générale de la Société et envoyé à la Présidence de la République. Parmi les nombreux problèmes évoqués dans le document il faut signaler celui des libertés publiques dans le pays et à l'Université en particulier, en rapport selon les scientifiques avec le problème de l'exode des cerveaux ; un autre problème longuement discuté est celui de la préservation de la nature, le Brésil, encore d'après le document, étant un des pays au monde où la destruction des forêts et la pollution des sources d'eau sont les plus graves ; enfin les scientifiques réunis à la conférence se sont préoccupés du problème de la dépendance technologique croissante. Selon les recherches invoquées de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales plus de 70 % des procédés utilisés actuellement dans l'industrie sont d'origine étrangère, et le pays souffre au point de vue culturel et économique de cette situation qui a tendance à s'aggraver.

La terreur continue

Les illusions sur une prétendue « ouverture » politique après l'accession du général Geisel à la Présidence ont été vite anéanties. On a même assisté à partir d'avril dernier à un renforcement de la répression policière. C'est ainsi que le Monde du 7/5/1974 annonçait que des « militants ouvriers arrêtés en janvier, comme MM. Waldemar Rossi et Antonio Apareci do de Oliveira, membres du Syndicat des Travailleurs de la métallurgie sont toujours sous les verrous, après avoir subi de nombreuses séances de tortures à l'électricité ». Pendant les mois d'avril et mai de nombreux intellectuels et étudiants ont été arrêtés à São Paulo et à Rio, et plusieurs d'entre eux torturés ou malmenés. Parmi ceux-ci MM. Francisco de Oliveira, économiste très connu et José Celso Martínez, metteur en scène et auteur de théâtre. Voz Operaria de juin 1974 dénonce l'arrestation de João Massena, dirigeant ouvrier et ancien député, Walter Ribeiro, ancien officier de l'armée et Dimas Perrin, dirigeant ouvrier et ancien Conseiller municipal à Belo Horizonte. Toujours selon Voz Operaria de nombreux politiciens, surtout des communistes continuent à être sauvagement torturés dans les locaux des polices politiques à Rio et à São Paulo. La torture a aussi été appliquée à des familiers des dirigeants révolutionnaires arrêtés dans le but d'affaiblir leur résistance morale. Un certain nombre de ces dirigeants arrêtés n'ont pas été localisés, malgré les efforts déployés par des avocats et des familiers. Cela laisse penser qu'ils pourraient avoir été assassinés. Dans ce sens Voz Operaria s'inquiète de la vie de David Capistrano, ancien député, ancien combattant d'Espagne et de la Résistance en France, Luis Maranhão, ancien député et des dirigeants ouvrier Ivo Valença et Miguel Batista.

D'autre part Le Monde du 7/5/1974 annonce la formation à São Paulo d'un Comité de défense des prisonniers politiques formé « d'étudiants, parents de prisonniers, membres de l'église et du M.D.B. (Parti d'opposition officiel), ainsi que d'avocats.

La censure de la presse au Brésil continue d'imposer un silence total sur la terreur policière et à même empêché la publication d'une démarche effectuée par les députés du M.D.B. au Congrès dans le but de localiser les patriotes emprisonnés et leur garantir un procès judiciaire légal (O Século, Lisbonne, 11/7/1974).

« BRESIL : radiographie d'un modèle »
Nelson WERNECK SODRE
Editorial Orbelus - Buenos Aires, 1973/221 pages

Le dernier livre de l'historien et militaire brésilien Nelson Werneck Sodré apparaît comme une tentative importante de présenter au public latino-américain les traits essentiels de ce que l'on a appelé le « modèle brésilien ». Il ne s'agit pas, pourtant, d'une description froide basée simplement sur une compilation de données. Sodré cherche à caractériser un système injuste, spoliatif, qu'il analyse et interprète dans sa globalité, c'est-à-dire à partir des modifications survenues dans le système productif et dans la situation du pays dans le cadre du système capitaliste mondial, pour atteindre finalement le niveau du pouvoir qui garantit et accélère ces modifications.

Malgré qu'elle soit présentée d'une manière condensée, l'ensemble de l'œuvre peut être considérée comme une véritable histoire du développement de l'économie brésilienne. L'auteur commence par la description de l'économie coloniale, et en analyse le modèle d'exportation, mettant l'accent sur les distorsions créées par la dépendance impérialiste et par le système de propriété de la terre - qui, ensemble, canalisait la plus grande partie de l'accumulation interne. Sodré caractérise ensuite les différentes phases du développement capitaliste brésilien : la première basée sur les exportations et qui finit avec la crise mondiale de 1930. La suivante, dont Sodré place la fin en 1946, est marquée par un fort interventionnisme de l'Etat permettant de jeter les bases d'une industrie lourde dans le pays. La troisième phase est, d'après Sodré, caractérisée par la poursuite du développement industriel, stimulé par l'Etat, à côté d'appels fréquents à des mécanismes inflationnistes. Cette phase, qui atteint son point culminant avec ce que l'on a appelé la « crise du système » est celle au cours de laquelle le capitalisme étranger commence à pénétrer dans l'économie brésilienne sous la forme d'une concentration monopoliste dans les secteurs de bases de la production.

Finalement Sodré présente son diagnostic sur le modèle brésilien, le réduisant à ses dimensions réelles : il s'agit d'un modèle d'une économie dépendante, profondément intégrée à l'ensemble de l'économie capitaliste internationale ; cette intégration même exige la modernisation des techniques et des processus productifs et administratifs ainsi que la dénationalisation de l'économie brésilienne. La dictature, établie dans le pays en 1964, est le mécanisme de base qui permet les transformations par lesquelles doit passer la structure productive en même temps qu'elle les garantit en retirant les libertés les plus élémentaires, empêchant ainsi l'organisation de la classe ouvrière. Le processus de concentration du revenu, trait essentiel du modèle, ne peut être expliqué que de cette manière, dans un contexte dans lequel les couches salariées n'ont pas les conditions institutionnelles nécessaires pour freiner la marche de la spoliation à laquelle elles sont soumises.

I. La situation internationale

Les développements de la situation nationale, confirment les analyses faites jusqu'ici par le Comité Central. Le régime brésilien a évolué d'une dictature militaire réactionnaire vers une dictature militaire que l'on peut caractériser comme fasciste. Le gouvernement du général Médicis s'est écarté des dernières traditions "libérales", qui avaient survécu malgré les gouvernements dictatoriaux antérieurs. Il a développé les mécanismes nécessaires au freinage et à la répression des luttes de la classe ouvrière, des masses populaires et de tous les secteurs de la population mécontents de la situation du pays. Il a intensifié l'oppression utilisant la terreur la plus brutale, réalisant de véritables actions armées contre le peuple, torturant et assassinant les détenus politiques. En même temps qu'il censure les moyens de communications, supprimant la liberté d'expression, le gouvernement cherche systématiquement à les utiliser dans un but de propagande démagogique et chauvine. Par cette politique, le gouvernement poursuit deux objectifs :

- il essaie de neutraliser l'opposition en semant la confusion au sein des masses;
- il cherche à se garantir un soutien lui permettant de poursuivre l'application de sa politique antidémocratique et antinationale.

Sans posséder certaines caractéristiques des fascismes italien et allemand, le régime brésilien est défini par les traits suivants : certains semblants de démocratie représentative, dont le remplacement périodique d'un dictateur par un autre; un effort systématique dans le but d'écartier le peuple et surtout la classe ouvrière de la vie politique; utilisation des forces armées comme instrument politico-répressif et comme support direct du régime; importance croissante des "services de sécurité" qui tendent à dominer l'appareil d'Etat et la vie du pays; application de la terreur comme principale méthode de gouvernement; contrôle accru des structures syndicales déjà

d'inspiration corporatiste, et liées à l'Etat, parallèlement à une répression accentuée à l'égard des syndicats ouvriers dans le but de restreindre leur rôle à celui d'organismes d'assistance sociale et de loisirs; propagande officielle très intense et orientée dans le sens de mystifier les masses populaires sur ce qui se passe à l'intérieur du pays; une politique économique basée sur le renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière et d'autres couches de la population, politique qui favorise essentiellement les monopoles, surtout étrangers, et le "latifundio"; une politique étrangère aux visées expansionnistes, en liaison directe avec les intérêts de l'impérialisme américain, et qu'accompagne une violente et intensive campagne chauvine.

Le modèle brésilien de développement économique se heurte aux formes politiques de la démocratie bourgeoise. Il se développe en fonction des intérêts des monopoles capitalistes - principalement ceux de l'étranger - et des intérêts du système latifundiaire d'exploitation de la terre. Il a pour base l'intense exploitation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs en général. Ce modèle porte même atteinte aux intérêts de certains secteurs de la propre bourgeoisie. Il favorise le pillage et permet la domination étrangère. En conséquence, ce modèle engendre une superstructure politique violemment antidémocratique, destinée à maintenir, soumises par la terreur et la violence, toutes les couches sociales exploitées et mécontentes. Ce modèle de développement engendre donc le fascisme.

Le développement du fascisme a eu comme conséquence l'élargissement des forces sociales et politiques qui, dans une plus ou moins large mesure, s'opposent au régime. L'insatisfaction et le mécontentement grandissent face à la terreur fasciste et face aux conséquences de la politique antipopulaire et soumise aux intérêts étrangers, de la dictature.

Certaines actions de résistance et de combat, pouvant déboucher sur un vaste rassemblement antifasciste, ont surgi. Ces luttes, bien que dispersées et peu organisées, touchent les classes et couches sociales les plus diverses. Elles sont l'expression de la tendance actuelle au regain d'activité et à la croissance du mouvement de masse. Les signes de réveil du mouvement populaire sont le reflet des contradictions grandissantes entre la politique économique de la dictature et les intérêts de l'écrasante majorité de la population, entre le ton grandiloquent des discours officiels, sur les succès de cette politique et la réalité quotidienne vécue par le peuple. En analysant les données de la situation économique actuelle, nous ne devons pas sous-estimer la possibilité qu'a encore le gouvernement de maintenir au détriment du peuple, un taux élevé de croissance économique. Nous ne pouvons pas non plus faire dépendre d'une éventuelle crise économique, les possibilités de développer les luttes au niveau politique. Cependant, nous constatons que le gouvernement se trouve actuellement face aux premières difficultés provenant de l'application de sa politique économique et financière :

- il y a crise d'approvisionnement des produits de base d'alimentation,
- il y a pénurie de plusieurs matières premières,
- l'économie du pays est de plus en plus dépendante de la conjoncture internationale,
- la dette extérieure du pays augmente,
- le taux d'inflation s'accroît, touchant durement les secteurs salariés de la population,
- les grands problèmes des masses populaires tels que le logement, santé, éducation, etc. s'aggravent de plus en plus.

En dépit des efforts de la dictature en vue de détourner l'attention des masses, de l'aggravation des problèmes et de l'augmentation des privations, le caractère réel du prétendu "miracle" brésilien devient de plus en plus perceptible. Les travailleurs, et en particulier la classe ouvrière, prennent ainsi conscience d'être les principaux intéressés dans le renversement du régime dictatorial.

La lutte contre la dictature, bien qu'encore limitée, tend à s'emplifier. Les syndicats des travailleurs urbains et ruraux, malgré la répression et l'intervention constante de la dictature, se sont renforcés et intensifient leur action. Les nombreux congrès qui ont eu lieu ces derniers temps ont approuvé des résolutions condamnant l'actuelle politique salariale du gouvernement. Ils se sont élevés contre la mise à l'écart des travailleurs, de la vie politique du pays, en même temps que s'élaboraient de larges plates-formes unitaires de lutte. Le mouvement de revendication de la classe ouvrière, actif à nouveau, s'efforce de rechercher de nouvelles formes de lutte, aptes à briser l'oppression fasciste. Par exemple, dans certaines entreprises, des grèves salariales et des campagnes contre les heures supplémentaires ont été menées.

L'Eglise maintient ses positions de défense des droits de l'homme et de dénonciation du terrorisme officiel. Déjà, en son sein, un secteur important propose un programme au contenu anticapitaliste, comme celui des évêques du Nord-Est et du Centre-Ouest du pays. Il y a dès à présent la possibilité, pour l'Eglise et les masses catholiques, de s'unir aux autres forces antifascistes pour la réalisation d'actions communes à caractère revendicatif, démocratique et populaire.

L'opposition parlementaire, malgré le développement du fascisme, ne s'est pas complètement tue. En particulier le M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), comme cela s'est vu lors de la désignation du général Geisel comme futur président, tend à adopter des positions plus concrètes en matière de résistance. Au Brésil, nous avons le cas d'un pouvoir exécutif où l'idéologie fasciste est dominante, hypertrophié au sein de l'appareil d'Etat. Cependant, certains secteurs de ce même appareil d'Etat, moins liés au pouvoir exécutif, présentent encore des éléments d'une idéologie libérale. L'attitude de certains organismes du pouvoir judiciaire constitue un exemple concret de cette situation.

Dans la presse et dans plusieurs universités, les exigences concernant le respect des libertés démocratiques augmentent. La dictature, bien qu'usant de tous les moyens de propagande et de toute la démagogie dont elle dispose, n'arrive pas à élargir la base politique de son soutien. En même temps, le cercle restreint des chefs militaires qui détiennent le pouvoir, est impuissant à empêcher les divergences d'intérêts dans le propre camp dictatorial. C'est dans ce dernier, et au sein même des forces armées, que les contradictions internes grandissent, laissant entrevoir l'apparition de conflits futurs.

Il n'y a pas encore de lien direct entre l'insatisfaction croissante des masses et son expression en des formes concrètes de lutte. Cependant, les victoires, même mineures, remportées dans le domaine de l'organisation des masses et de la conduite des luttes, indiquent le chemin à suivre pour pallier cette faiblesse. C'est pour cette raison que ces victoires représentent un pas important et doivent être considérées comme l'aspect essentiel de l'actuelle situation.

C'est dans ce cadre qu'a lieu le remplacement du général Médicis par le général Geisel. La dictature, du fait des oppositions politiques qu'elle rencontre - et du fait de ses propres contradictions - a voulu écarter les masses, et même le propre parti de gouvernement, du problème de la succession. Ce problème est devenu l'affaire

exclusive d'un groupe restreint de chefs militaires, le parti officiel et le Congrès se bornant à approuver le nom du général désigné par la coupole dirigeante. Le général Geisel a été choisi pour jouer le rôle du nouveau fondé de pouvoir du système dominant et assurer la continuité et la consolidation de la politique suivie jusqu'ici. L'actuelle situation en Amérique Latine contribua également à sa désignation. La faction détenant le pouvoir s'est rassemblée autour de sa candidature, considérant Geisel comme le plus capable de poursuivre la politique expansionniste dans le continent et de faire face aux antagonismes et divergences internes. Tout tend à démontrer que l'accession du général Geisel à la présidence de la République n'apportera pas de changements notables de la situation brésilienne :

- la façon par laquelle le nouveau dictateur a été "choisi",
- le système existant, qui est une contrainte permanente,
- les nombreuses déclarations de fidélité au régime, faites par le général Geisel,
- son passé politique, enfin, lié à des mouvements réactionnaires.

Tout porte à croire, donc, que le futur gouvernement maintiendra les traits essentiels, antidémocratiques et antinationaux de l'actuel régime. Le mouvement politique créé autour du remplacement du président de la République, permet un élargissement du débat politique et touche des secteurs de la population jusqu'ici tenus à l'écart de la vie politique. En même temps s'ouvre pour les forces démocratiques la possibilité d'intensifier la lutte en vue de la défense des libertés démocratiques, en utilisant l'occasion même de la désignation du nouveau dictateur. Cette activité peut contribuer à ce que les élections parlementaires de 1974 se déroulent dans de meilleures conditions. Il incombe aux militants communistes de profiter au maximum du réveil des forces populaires, en particulier de la classe ouvrière. La tâche des communistes est donc de diriger ces secteurs de la population dans la lutte pour les libertés et pour leurs revendications immédiates, afin de promouvoir la formation d'un large mouvement antifasciste.

II. Le cadre international

Ce processus national se développe également à l'intérieur d'un cadre international, évoluant lui-même vers une étape qualitativement neuve.

L'esprit de "guerre froide" est en régression, alors qu'en même temps la politique de coexistence pacifique devient la forme courante des relations internationales entre les deux systèmes sociaux opposés.

La propre stratégie adoptée par l'impérialisme pour faire face au socialisme et au mouvement ouvrier s'est vu infliger des revers importants. Les transformations survenues sur la scène mondiale ont eu pour cause principale un changement en faveur du socialisme dans les rapports de force entre les deux systèmes. Le renforcement du système socialiste mondial, l'aiguïsement de la crise générale du capitalisme et des contradictions interimpérialistes sont des éléments de ce processus. Les luttes des peuples contre l'impérialisme et pour la paix, la démocratie et le socialisme, et la politique extérieure cohérente des pays socialistes, notamment l'URSS, furent les facteurs essentiels qui ont rendu ces transformations possibles. De ce tableau se détache la victoire du peuple vietnamien. Toutes ces transformations influent sur l'ensemble de la vie sociale à l'échelle mondiale et au niveau de chaque pays, contribuant elles-mêmes à la création de conditions favorables aux nouveaux changements dans

le rapport de forces mondial. Elles rendent plus difficile la politique des blocs militaires des frontières idéologiques, elles empêchent l'éclosion de l'anticommunisme et du fascisme et approfondissent les contradictions interimpérialistes.

L'impérialisme et les forces réactionnaires résistent vigoureusement et contre-attaquent avec décision dans certaines régions de certains pays, comme au Chili après le coup d'Etat fasciste et au Moyen-Orient.

Dans la stratégie mondiale de l'impérialisme, on voit plus fréquemment le recours au fascisme, en particulier dans les pays en voie de développement. Pour cela, il est nécessaire que les peuples et toutes les forces révolutionnaires maintiennent la plus grande vigilance afin de conserver, consolider et développer leurs conquêtes. Cela nous oblige à procéder à une analyse multilatérale de la situation complexe du monde, et de développer la lutte des forces anti-impérialistes, pour la paix, la démocratie et le socialisme, dans l'orientation tracée par la Conférence mondiale des Partis communistes et ouvriers en 1969.

Dans le cadre de l'Amérique Latine, on peut aussi signaler des changements importants avec approfondissement des luttes des forces anti-impérialistes et démocratiques contre l'impérialisme et les forces réactionnaires sous la direction de l'impérialisme nord-américain. Parallèlement au succès du socialisme cubain et au renforcement des mouvements démocratiques et ouvriers à l'échelle continentale, aux victoires obtenues en Argentine, Pérou, Equateur, Panama et dans d'autres pays, surviennent des revers comme au Chili.

Dans les pays d'Amérique Latine se développe, au sein des classes dominantes, la tendance stimulée par l'impérialisme à l'instauration de régimes autoritaires, militaristes et fascistes, comme la forme d'assurer le développement du capitalisme utilisant les théories et les pratiques les plus réactionnaires, la dictature brésilienne est devenue le fer de lance de l'impérialisme américain dans cette partie du monde.

Son modèle politique et économique est diffusé par les forces réactionnaires et pro-impérialistes dans tout le continent latino-américain.

Les visées hégémoniques et les tendances expansionnistes brésiliennes sont des aspects importants de la politique extérieure de la dictature, mise en évidence lors de l'intervention en Bolivie, au Paraguay, en Uruguay, au Chili et dans d'autres pays latino-américains. L'accentuation des conflits entre le Brésil et l'Argentine est le reflet des contradictions d'intérêts des classes dominantes et aussi entre deux développements politiques différents qui prennent place dans les deux pays. Pendant qu'au Brésil existe une dictature fasciste, en Argentine la classe ouvrière et le peuple ont réussi à vaincre le gouvernement militaire réactionnaire. Les patriotes et les démocrates des deux pays condamnent cette politique de provocations et de heurts. C'est pourquoi ils soulignent l'importance de l'internationalisme et de l'unité fraternelle des deux peuples.

Le mouvement communiste s'est renforcé à l'échelle internationale. Son unité se renforce en dépit des problèmes avec lesquels il lutte encore, principalement la politique divisionniste et antisoviétique du Parti communiste chinois. Les succès des pays socialistes dans la construction d'une nouvelle société et dans leurs politiques extérieures, ainsi que les victoires du PCUS dans l'application de la juste orientation établie par le XXIVe Congrès, ont une importance énorme. Notre Parti manifeste sa ferme volonté de mettre tout en oeuvre pour renforcer l'unité du mouvement communiste international

et de tout faire pour la cause de la paix, de la démocratie, de la libération nationale et du socialisme.

Les transformations qui apparaissent sur la scène mondiale influent sur tous les processus sociaux et politiques en cours au Brésil, sur toutes les classes et couches sociales et sur toutes les forces politiques. Elles diminuent le soutien international au fascisme et à l'anticommunisme et créent de meilleures conditions pour l'unification des mouvements de masse, pour le développement du mouvement antifasciste, pour le renforcement du Parti et pour une amélioration de son rôle d'agent d'unification des forces antidictatoriales. Cependant, il faut que les forces démocratiques, progressistes et révolutionnaires élargissent leur action et leur lutte, afin de pouvoir profiter des conditions internationales favorables pour être capables de modifier qualitativement la situation intérieure brésilienne.

III. Le front antifasciste

En tant que parti de la classe ouvrière, le Parti communiste brésilien met en avant, comme sa principale tâche à l'heure actuelle, la lutte contre le fascisme.

Il propose que toutes les forces victimes du caractère fasciste de la dictature militaire s'unissent dans un large front patriotique antifasciste, qui irait de la classe ouvrière, des travailleurs de la terre, de la petite-bourgeoisie urbaine, jusqu'aux secteurs de la bourgeoisie en choc avec le régime. De ce front feraient partie les forces politiques d'oppositions jusqu'aux secteurs du parti officiel en désaccord avec le caractère fasciste du régime. Notre Parti s'adresse surtout à la classe ouvrière, principale intéressée, pour qu'elle s'engage à fond dans cette lutte. En même temps que la classe ouvrière poursuit et intensifie, dans les entreprises et dans les syndicats, la lutte pour les revendications immédiates, elle impulse la participation à la lutte démocratique de toutes les forces qui s'opposent au fascisme; son action est le facteur décisif pour le succès de ce mouvement.

A tous les patriotes et démocrates, le Parti communiste brésilien propose comme point de départ, pour que s'engagent les conversations objectives visant l'unité d'action, les buts politiques suivants, dont le point essentiel est la lutte commune pour les libertés démocratiques.

- Conquête des libertés politiques, des droits et garanties individuelles, du droit d'association, d'habeas corpus, des libertés syndicales et réalisation d'élections directes pour tous les postes éligibles.
- Abrogation de l'Acte institutionnel numéro 5 et du décret-loi 477; garantie des prérogatives et de l'autonomie des pouvoirs judiciaire et législatif.
- Amnistie pour les condamnés et détenus politiques.

La lutte pour la démocratie étant le point central du mouvement antifasciste, les questions suivantes, intéressant divers secteurs d'opposition au fascisme, nous paraissent essentielles :

- Combat contre la politique gouvernementale de blocage des salaires; mesures effectives contre la vie chère et pour l'élévation du niveau de vie des travailleurs; application réelle de la législation du travail et de la sécurité sociale au bénéfice des travailleurs de la campagne; réalisation de la réforme agraire et d'autres mesures en faveur des masses rurales.

- Défense des richesses naturelles et des intérêts nationaux.
- Politique extérieure de paix, d'amitié et de collaboration avec tous les peuples.

Les communistes considèrent important le développement des luttes pour chacun de ces objectifs.

IV. Nos tâches

Pour que les luttes contre le fascisme puissent progresser, le renforcement idéologique, politique et organisationnel des rangs communistes est nécessaire. Il est également important de réaliser l'intégration et le contact avec les masses de notre peuple parmi lesquelles, en premier lieu, la classe ouvrière.

Le développement et la consolidation des organisations communistes dans les entreprises de notre pays sont des éléments d'une très grande importance. Nous devons agir en tenant compte du climat croissant de répression et affronter, avec ténacité et esprit révolutionnaire, les coups de la réaction contre notre Parti, en sachant le défendre.

Toutes les organisations du Parti doivent centrer leur activité sur les tâches politiques suivantes :

- Renforcer la solidarité de notre peuple avec les peuples frères d'Amérique Latine, et principalement avec les victimes d'agressions de la dictature brésilienne et de l'impérialisme nord-américain (Chili, Uruguay, Bolivie, Paraguay, etc.).
- Combattre fermement la politique de la dictature brésilienne consistant à créer et stimuler des heurts avec l'Argentine, et travailler de façon à intensifier l'action commune des deux peuples contre l'impérialisme et la réaction.
- Les organisations et chaque militant communistes doivent s'efforcer de répondre et de mettre en pratique auprès des masses cette politique d'unité d'action pour isoler et vaincre le fascisme. Notre travail doit s'effectuer auprès de la classe ouvrière, du peuple, des partis, courants et groupes politiques, et également auprès des directions ouvrières et syndicales, des étudiants, des personnalités politiques, sociales, religieuses et des militaires patriotes.

Du point de vue des tâches immédiates et prioritaires, nous devons concentrer notre effort à :

- renforcer notre activité au sein du mouvement syndical, des syndicats des travailleurs urbains et ruraux, utilisant comme plate-forme d'action centrale les résolutions des congrès syndicaux.
- travailler à élargir le mouvement de solidarité aux condamnés et détenus politiques et pour la défense des libertés démocratiques.
- Utiliser toutes les forces légales de luttes dont l'objectif est de dénoncer le caractère du régime et de développer le mouvement d'opposition au fascisme comme à l'occasion du changement de dictateur.
- travailler dès maintenant en vue des élections parlementaires de 1974.
- Développer la lutte contre la vie chère.

Le Comité Central du Parti communiste
brésilien - Novembre 1973



Imprimé par nos soins
Dominique Lahalle
Directeur de la Publication